

Le match Cameroun-Côte d'Ivoire : la réalité des chiffres en 30 indicateurs

Date de création : 12 janvier 2023



agence ecofin

Le match Cameroun-Côte d'Ivoire : la réalité des chiffres en 30 indicateurs

Durant cette dernière décennie la Côte d'Ivoire a beaucoup réformé, beaucoup emprunté et beaucoup investi. Il en résulte une performance macroéconomique admirable. Mais il reste beaucoup à faire. La richesse s'est concentrée pendant trop longtemps sur Abidjan dans le cadre d'un développement peu inclusif. Ses dirigeants semblent aujourd'hui bien conscients de ces points faibles et ont déjà entrepris d'y remédier.

A l'inverse, le Cameroun, sur les 30 dernières années, a jeté les bases d'une économie plus inclusive qui lui vaut un niveau de développement humain honorable. Le pays a également réparti ses efforts de développement sur une large partie du territoire avec un réseau de villes moyennes et une infrastructure de soins et d'éducation décentralisée. Mais il tarde à établir un climat favorable aux entreprises et à l'investissement privé. Il peine à digitaliser son administration. Ces étapes seront pourtant nécessaires pour encaisser les dividendes de son développement social et réaliser l'émergence tant espérée.

SOMMAIRE

Le match Cameroun-Côte d'Ivoire : la réalité des chiffres en 30 indicateurs	2
Structuration de l'économie	4
Caractéristiques démographique, territoriale et infrastructurelle	6
PIB nominal entre 2012 et 2021	9
Croissance du PIB sur 10 ans (2012-2021)	10
Evolution du PIB par habitant	12
Accès à l'électricité en pourcentage de la population	13
Utilisation de l'Internet	15
Abonnements au téléphone mobile (pour 100 habitants)	17
Evolution de l'inflation	19
Evolution du stock de la dette extérieure	20
Evolution des importations des biens et services entre 2010 et 2021	22
Evolution des exportations de biens et services	23
Evolution de la balance commerciale entre 2010 et 2021	24
Stock des investissements directs étrangers (IDE)	25
Taux de pauvreté	26
Données sur les inégalités dans les deux pays	28
Espérance de vie à la naissance	31
Indice du développement humain	33
Poids de l'informel dans l'économie	34
Risque pays et environnement des affaires	36
Classement sur l'Indice de la liberté économique	37
Classement sur l'indice mondial de la compétitivité	38
Classement sur l'indice mondial de l'innovation	40
Classement sur l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance	41
Perception du niveau de corruption	42
Classement sur l'indice d'inclusion	43

Structuration de l'économie

Avec un taux de croissance annuel moyen de 7,17% de son PIB sur la période 2012-2021, l'économie ivoirienne a été de loin plus dynamique que celle du Cameroun, qui n'affiche que 4,17% de croissance annuelle moyenne au cours de la même période. L'avance ivoirienne s'explique par les nombreux projets d'infrastructures et les réformes économiques incitatives initiés dans le pays devenu stable, après 10 années de crise socio-politique (2000-2010).

Entre 2012 et 2021, le poids du secteur primaire dans la croissance du PIB en Côte d'Ivoire (22%) est plus important

qu'au Cameroun (17% en moyenne). Le dynamisme ivoirien tient du leadership que ce pays de l'Afrique de l'Ouest affiche dans la production du cacao (n°1 mondial avec 2,2 millions de tonnes en 2021, contre un peu plus de 295 000 tonnes pour le Cameroun en 2022) ; de l'anacarde (n°1 un mondial avec un million de tonnes en 2021, alors que la culture est encore embryonnaire au Cameroun) ; de la banane dessert (1er producteur des pays ACP avec 410 000 tonnes en 2021, contre 198 000 tonnes pour le Cameroun) ; ou encore de l'huile de palme (2e producteur africain derrière le Nigeria et 4e à l'échelle mondiale).

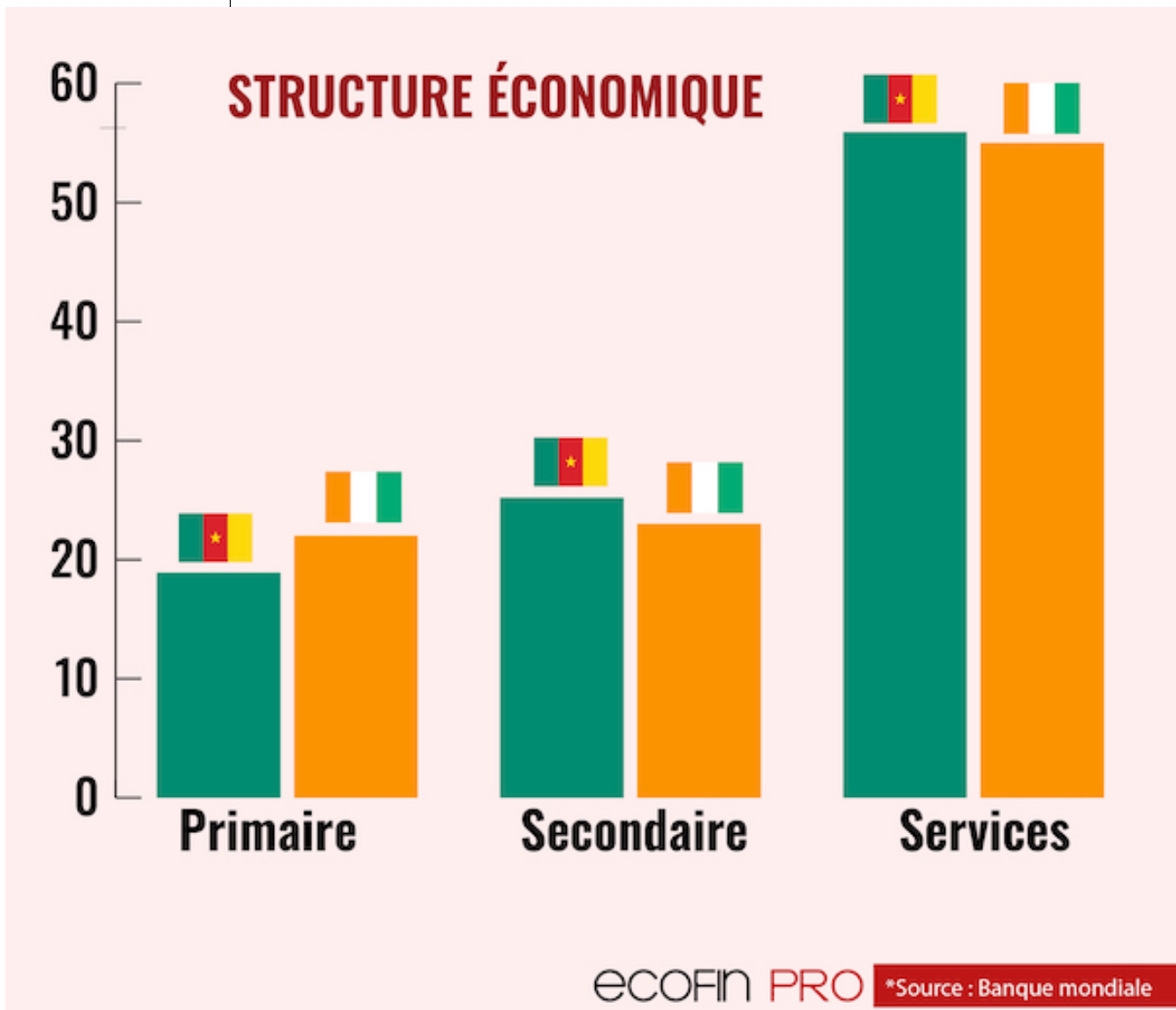
Avec des poids respectifs de 23,3% et 23% dans le PIB, les secteurs secondaires camerounais et ivoirien se neutralisent, en dépit de la différence d'activités qui les constituent. En effet, alors qu'au Cameroun le secteur est largement dominé par l'exploitation pétro-gazière, qui cumule près de 40% des exportations globales, le secteur secondaire est beaucoup plus diversifié en Côte d'Ivoire, porté notamment par l'agro-alimentaire (30% de la production cacaoyère transformée localement, de même que 15% de la production d'anacarde), le raffinage du pétrole, la

L'avance ivoirienne s'explique par les nombreux projets d'infrastructures et les réformes économiques incitatives initiés dans le pays devenu stable, après 10 années de crise socio-politique.

production énergétique et le BTP (boom infrastructurel).

Dans les deux pays, le secteur tertiaire est le principal vecteur de la croissance économique, avec une nouvelle fois une avance nette pour la Côte d'Ivoire au cours de la décennie 2012-2021. En effet, le tertiaire y est prépondérant dans l'économie, avec environ 55% du PIB, contre 50% au Cameroun. Bien que le secteur soit porté par les télécommunications, les transports, le

commerce et les activités financières dans les deux pays, l'on note cependant un avantage pour la Côte d'Ivoire en matière de développement des télécoms. En ce qui concerne les services financiers, le Cameroun affiche un taux de bancarisation (microfinance y compris) de 28,3% en 2020 (ministère des Finances), largement en dessous des 32,56% de la Côte d'Ivoire (Bceao). Dans le même temps, la Côte d'Ivoire totalisait déjà à elle seule 12,8 millions de



Le Cameroun, au contraire de la Côte d'Ivoire, ne reconnaît pas la double nationalité et de nombreux maillons de l'économie sont occupés par ses nationaux, ce qui permet une plus grande redistribution des richesses créées.

comptes Mobile Money en 2016 (Bceao), alors que l'ensemble de la zone Cemac, espace communautaire de six pays auquel appartient le Cameroun, comptait seulement 12,6 millions de comptes du même type la même année (Beac).

Derrière cette structure économique solide en Côte d'Ivoire se dissimule une réalité sociale dont la prise en compte est importante. Au contraire du Cameroun, le pays ouest-africain reconnaît la double nationalité. La double nationalité est permise lorsque la seconde nationalité découle de l'attribution automatique conférée par transmission filiale du pays de l'un des ascendants au 1er degré ou, également de naissance du seul fait d'être né dans

un pays qui applique le droit du sol sans aucune formalité préalable. De ce fait il existe plusieurs acteurs économiques de nationalité ivoirienne, mais qui sont aussi susceptible de réallouer leurs gains en dehors de la Côte d'Ivoire. Cela donne de grandes opportunités, pour une mobilité plus intense des personnes, mais aussi des capitaux. Ainsi, la part du revenu national qui reste disponible pour des personnes ayant la Côte d'Ivoire comme nationalité unique, peut s'en trouver réduite. Le Cameroun, au contraire, ne reconnaît pas la double nationalité et de nombreux maillons de l'économie sont occupés par ses nationaux, ce qui permet une plus grande redistribution des richesses créées.

Caractéristiques démographique, territoriale et infrastructurelle

Au plan territorial, le Cameroun est plus étendu que la Côte d'Ivoire. En effet, la locomotive économique de la zone Cemac affiche une superficie territoriale de 475 440 km², soit près 150 000 Km² de plus que la Côte d'Ivoire (322 460 km²). Les deux pays, dont le nombre d'habitants est pratiquement identique, avec plus de 27 millions d'âmes chacun, jouissent d'une population très jeune. Cette jeunesse de la population est cependant plus prononcée au Cameroun, où l'âge médian des habitants est de 18,5 ans, contre 20,3 ans

en Côte d'Ivoire, selon les données de la Banque mondiale.

Malgré le boom infrastructurel observé en Côte d'Ivoire ces dernières années, après la fin d'une crise socio-politique de 10 ans, qui aura paralysé les investissements et dégradé les infrastructures dans le pays, la Côte d'Ivoire est toujours à la traîne, en comparaison avec le Cameroun. Par exemple, selon les données gouvernementales, le pays d'Afrique de l'Ouest est doté d'un réseau routier de 81 996 Km à fin 2021, contre 121 873 Km pour le Cameroun à

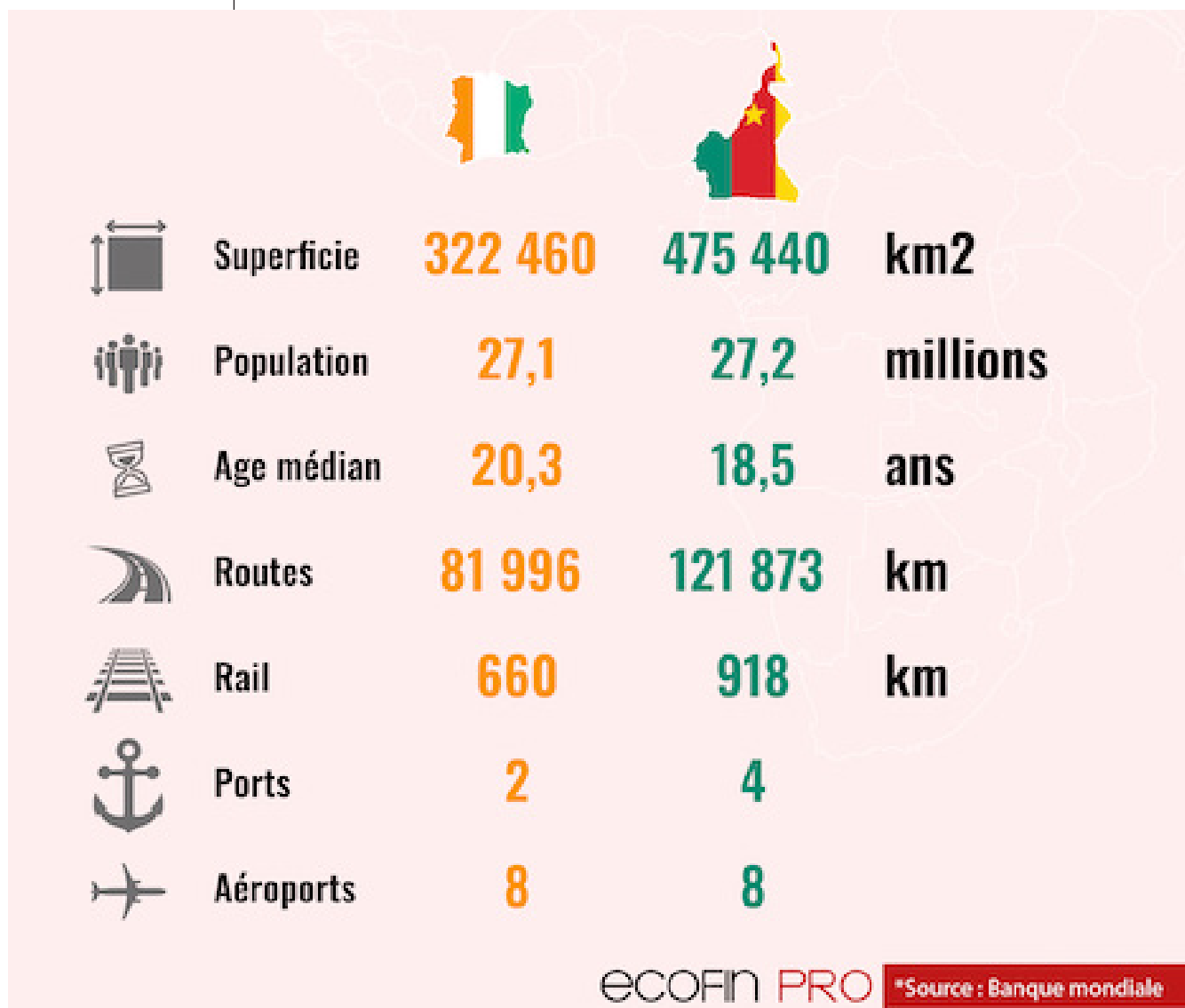
Le Cameroun doit en partie son avance de près de 40 000 km de routes sur la Côte d'Ivoire au vaste programme de construction des infrastructures lancé dans le pays à partir de l'année 2012.

la même période. Le Cameroun doit en partie son avance de près de 40 000 Km de routes sur la Côte d'Ivoire au vaste programme de construction des infrastructures lancé dans le pays à partir de l'année 2012, dans le cadre du mandat présidentiel 2011-2018, baptisé « *Septennat des grandes réalisations* ».

L'avance camerounaise dans ce domaine tient également des efforts de généralisation des investissements

dans les 10 régions du pays, notamment dans les grandes métropoles ; alors qu'en Côte d'Ivoire, les infrastructures sont plutôt concentrées dans certaines grandes villes (notamment à Abidjan, qui abrite 80% des emplois formels selon la Banque mondiale ; puis à San Pédro et Yamoussoukro dans une certaine mesure).

L'avance du Cameroun sur la Côte d'Ivoire en matière d'infrastructures routières est également observée dans



Avec 918 km de voies ferrées, le Cameroun surclasse la Côte d'Ivoire, dont le réseau ferroviaire culmine à 660 km, en raison de l'absence de nouveaux investissements depuis plusieurs années.

les domaines ferroviaire et portuaire. Concrètement, avec 918 km de voies ferrées, le Cameroun surclasse la Côte d'Ivoire, dont le réseau ferroviaire culmine à seulement 660 km, en raison de l'absence de nouveaux investissements depuis plusieurs années. Le

plus important de ces projets d'investissement est certainement la boucle ferroviaire ouest-africaine, projet de plus de 3000 km de voie ferrée reliant la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger et le Burkina-Faso, et dont les travaux ont été interrompus depuis 2015 du fait de conflits politico-commerciaux.

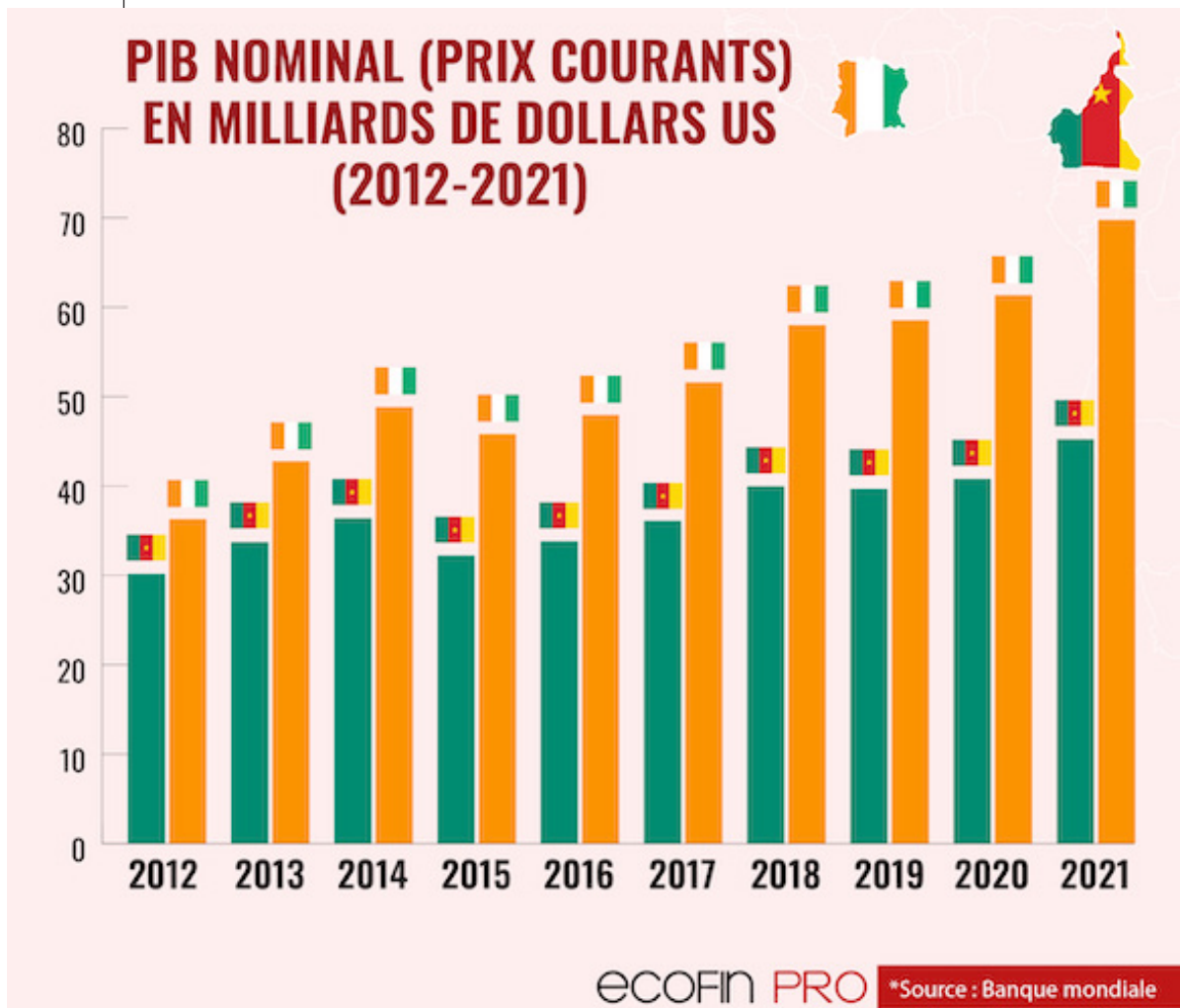
Bien que d'importance inégale, quatre ports permettent au Cameroun (Douala, Kribi, Garoua et Limbé) d'assurer les échanges commerciaux avec l'extérieur, contre seulement deux plateformes portuaires pour la Côte d'Ivoire (Abidjan et San Pedro). Cependant, le pays d'Afrique de l'Ouest compte huit plateformes aéroportuaires, au même titre que le Cameroun.



PIB nominal entre 2012 et 2021

Entre 2012 et 2021, la valeur globale des produits et services produits sur le sol ivoirien (PIB nominal) a toujours dépassé celle du Cameroun. Pas une seule année sur cette longue période, le Cameroun n'a réussi à surclasser la Côte d'Ivoire sur cet indicateur. C'est la preuve d'un dynamisme plus accru du secteur productif ivoirien, porté no-

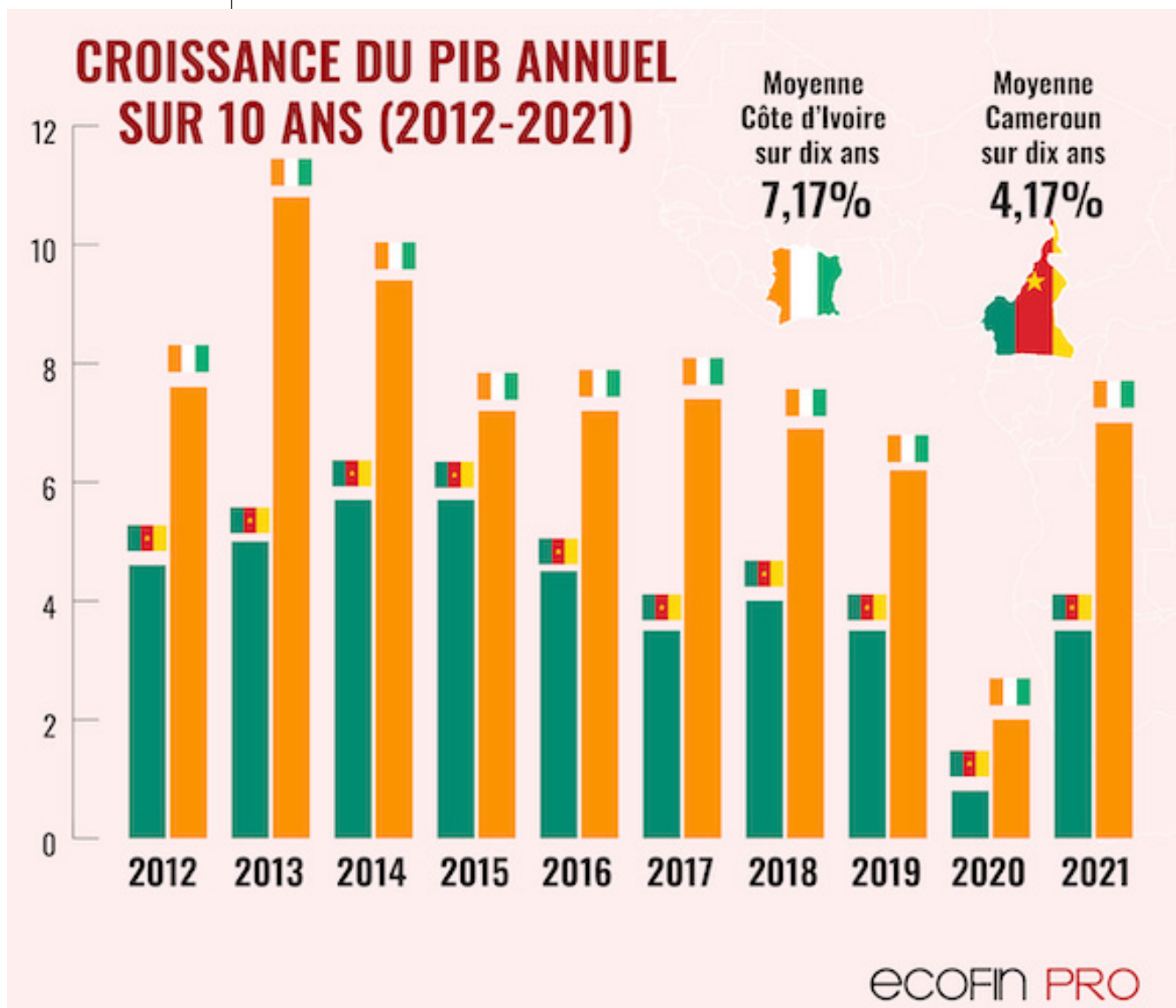
tamment par les bonnes performances de l'agriculture d'exportation (cacao, noix de cajou, bananes, huile de palme, etc), le développement des infrastructures après la crise socio-politique du début des années 2000, et la bonne tenue du secteur des services (télécoms, services financiers), qui est le principal tracteur de l'économie ivoirienne.



Croissance du PIB sur 10 ans (2012-2021)

En 2013, à la faveur du boom infrastructurel et des réformes entreprises après la crise socio-politique qui a paralysé le pays entre 2000 et 2010,

la Côte d'Ivoire a même réussi l'exploit d'afficher un taux de croissance du PIB à deux chiffres. Au Cameroun, une performance similaire reste attendue.



En 2013, la Côte d'Ivoire a même réussi l'exploit d'afficher un taux de croissance du PIB à deux chiffres. Au Cameroun, une performance similaire reste attendue.

Par ailleurs, alors que la croissance économique évolue généralement en dents de scie au Cameroun, en Côte d'Ivoire, elle reste souvent soutenue sur de longues périodes. « *La Côte d'Ivoire a pu réaliser un taux de croissance économique moyen de 8% par an depuis 8 ans* », s'était par exemple réjoui le président Alassane Ouattara, lors d'un panel de haut niveau organisé en marge de la

22ème session extraordinaire de l'Uemoa, tenue les 3 et 4 décembre 2019 à Dakar, au Sénégal.

Les ambitions de croissance du Cameroun ont été mise en œuvre dans un contexte de multiple crises sécuritaires. Durant la période sous revue, le Cameroun a dû faire face à la menace que représente Boko Haram dans sa partie nord et extrême nord, l'arrivée massif de réfugiés en provenance de la République Centrafricaine, et par la suite la crise dite anglophone, qui a placé hors de contrôle une importante région (Nord-Ouest et Sud-Ouest) agricole et énergétique.

Durant la période sous revue, le Cameroun a dû faire face à la menace que représente Boko Haram dans sa partie nord et Extrême nord, l'arrivée massif de réfugiés en provenance de la République Centrafricaine, et par la suite la crise dite anglophone.

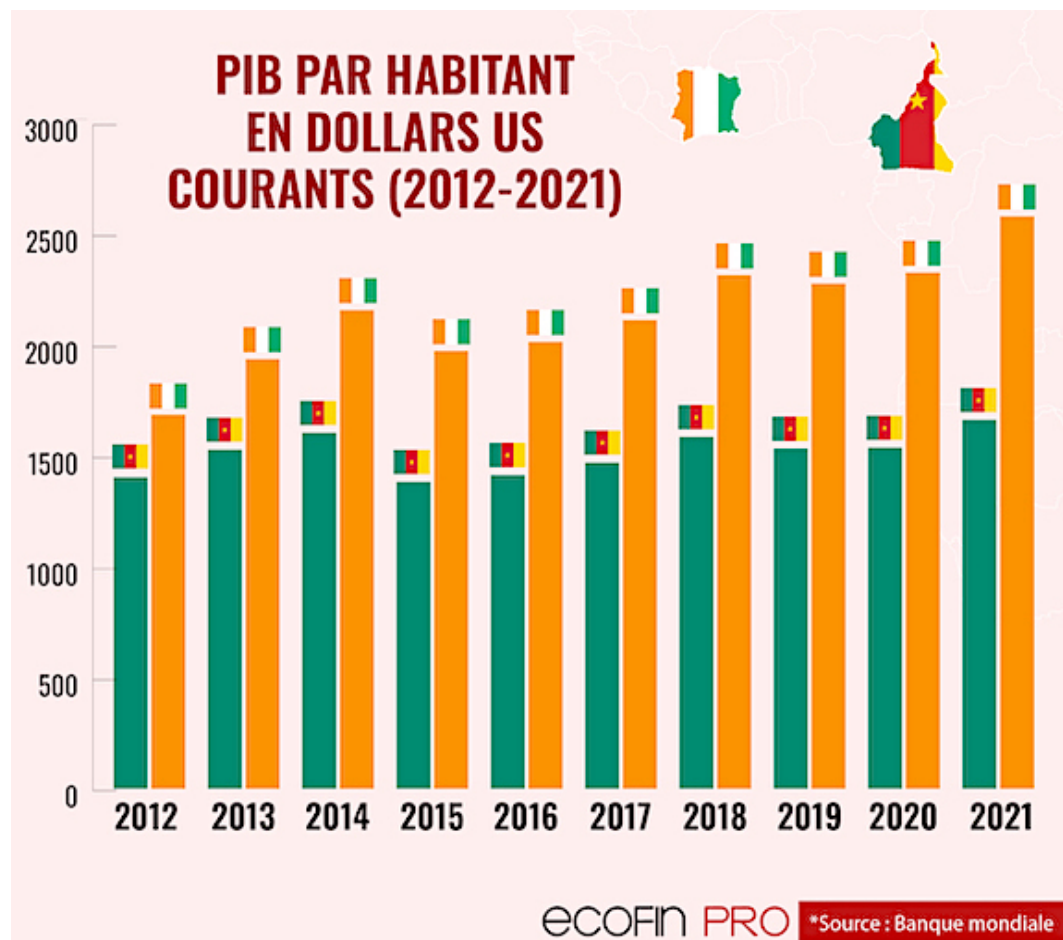
La Côte d'Ivoire, elle, était déjà sortie de sa crise et, soutenue par les bailleurs de fonds internationaux, elle est parvenue à accélérer son rythme d'endettement et d'investissement en capital.



Evolution du PIB par habitant

Avec une population presque égale en nombre à celle du Cameroun (27 millions d'habitants), la Côte d'Ivoire, qui bénéficie d'une croissance plus vigoureuse de son PIB par rapport au Cameroun, affiche logiquement un PIB par habitant plus important. Selon la Banque Mondiale, alors que le PIB par habitant culmine encore à 1661,7 dollars au Cameroun en 2021 (contre 2578 dollars pour la Côte d'Ivoire la même année), celui de la Côte d'Ivoire a

franchi la barre de 2000 dollars depuis l'année 2014. Mieux, en Côte d'Ivoire, cet indicateur n'a cessé de croître depuis l'année 2012, atteignant un pic de croissance d'un peu plus de 8% en 2013, contre 3,6% en 2019 (évolution la plus faible). Au Cameroun, la plus forte progression enregistrée sur la même période est de seulement 2,9% (2014 et 2015), en dessous de la plus faible progression observée en Côte d'Ivoire.



Accès à l'électricité en pourcentage de la population



Doté du 3e potentiel hydro-électrique d'Afrique subsaharienne (12 000 MW), derrière la RDC et l'Ethiopie, le Cameroun est pourtant en retard par rapport à la Côte d'Ivoire, en matière de développement du secteur de l'électricité. Pour preuve, selon les chiffres de la Banque mondiale, alors

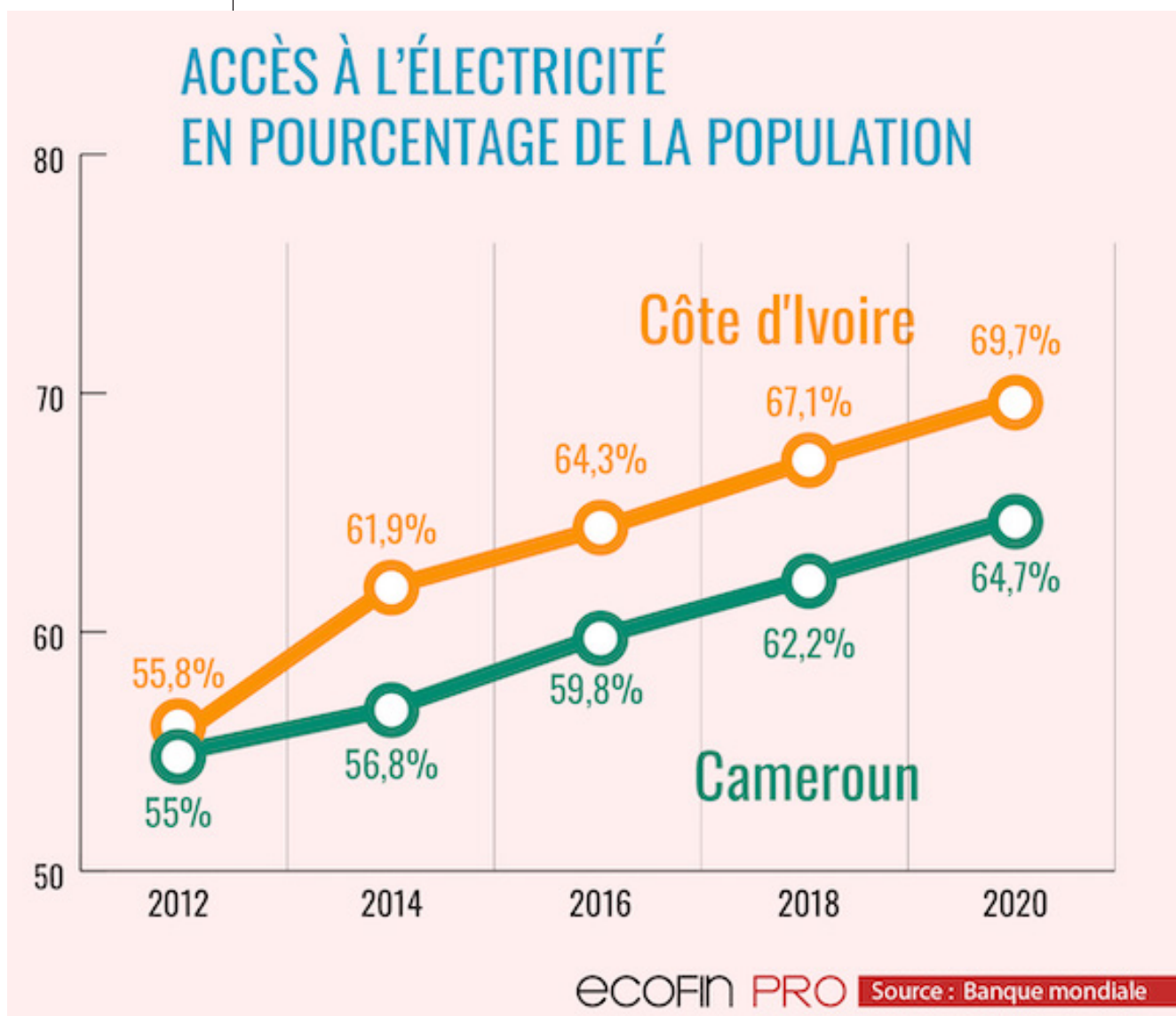
que les deux pays affichaient un taux d'accès de la population à l'électricité pratiquement identique en 2012 (55% pour le Cameroun et 55,8% pour la Côte d'Ivoire), ce taux a progressé de 13,9% en une décennie en Côte d'Ivoire, atteignant 69,7% en 2020. Sur la même période, l'évolution n'aura été que de 9,7% au Cameroun, qui affiche un taux d'accès à l'électricité de 64,7% en 2020. La suprématie ivoirienne dans ce domaine est d'autant plus compréhensible que le pays d'Afrique de l'Ouest, grâce à une politique d'infrastructures agressive depuis le milieu des années 90, affiche de nos jours une capacité installée de près de 2230 MW, contre moins de 1500 MW pour le Cameroun. L'entrée en service complète du barrage de Nachtigal (420 MW), annoncée pour l'année 2024, devrait permettre au Cameroun de combler une partie du gap.

L'entrée en service complète du barrage de Nachtigal (420 MW), annoncée pour l'année 2024, devrait permettre au Cameroun de combler une partie du gap.

Dans un article publié en juillet 2020, la Banque mondiale explique les ressorts de ce qu'elle appelle « *le secret du succès électrique de la Côte d'Ivoire* ». Morceaux choisis : « Avec une puissance installée de près de 2230 mégawatts, la Côte d'Ivoire couvre entièrement sa demande intérieure (au Cameroun, le déséquilibre entre l'offre et la demande atteint souvent 100 MW à certaines périodes de l'année, selon l'électricien Eneo, ndlr) et dégage

un excédent d'environ 10% qu'elle exporte dans la sous-région (Ghana, Togo, Bénin, Burkina-Faso, Mali et Liberia, ndlr) ». « Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, l'énergie est produite à 70% et distribuée à 10% par des opérateurs privés. Le réseau devrait couvrir 99% de la population d'ici 2035 ». « En décidant de privatiser une partie de son secteur électrique, la Côte d'Ivoire est parvenue à développer l'une des meilleures capacités de production du continent en 20 ans (...). Un succès qui aurait été impossible sans

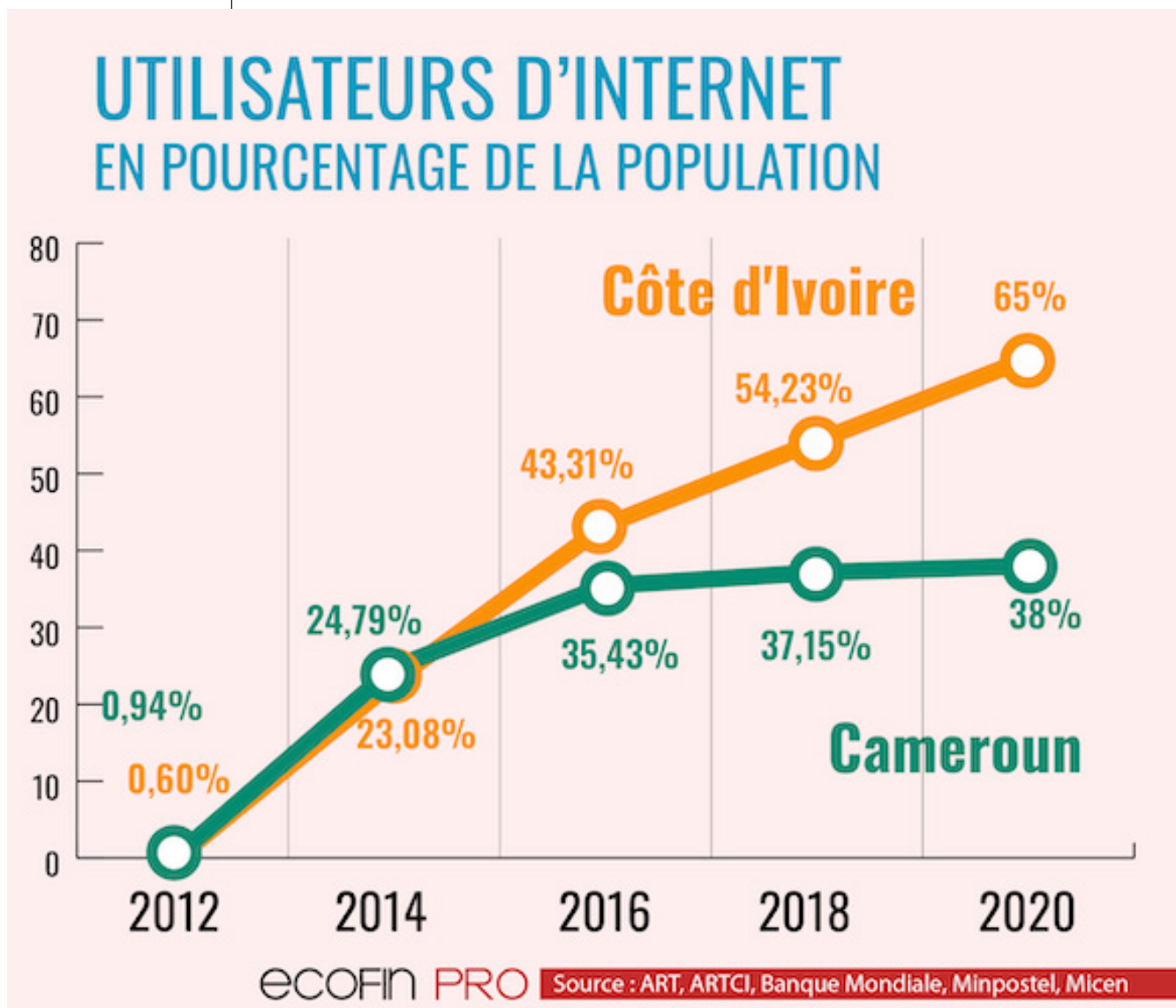
l'implication du secteur privé et des soutiens financiers... ». Selon sa Stratégie nationale de développement (SND30), grâce à de nouveaux investissements programmés dans les infrastructures énergétiques, le Cameroun espère pouvoir porter sa capacité installée à 5000 MW en 2030. Un chiffre moins ambitieux que celui de la Côte d'Ivoire, qui se fixe un horizon de 6000 MW de capacité installée à la même période.



Utilisation de l'Internet

Comme en matière d'électricité, le taux d'utilisation de l'Internet en Côte d'Ivoire (65% en 2020) est largement supérieur à celui du Cameroun (38%). Pourtant, les deux pays affichaient un taux proche de 1% en 2012. L'évolution

de cet indicateur se fera de manière quasi identique jusqu'en 2014 (24,8% pour la Côte d'Ivoire et 23,08% pour le Cameroun), avant qu'une accélération soit observée en Côte d'Ivoire à partir de 2016, à un rythme de 10% tous les



A l'origine du retard camerounais, en dépit des cinq câbles sous-marins à fibre optique auxquels il est connecté (SAT3, WACS, ACE, SAIL et NCSCS), se trouve la sous-utilisation desdites infrastructures.

deux ans (43,3% en 2016, 54,2% en 2018 et 65% en 2020). Cette avance de la Côte d'Ivoire dans le secteur des télécoms tient de ce que les opérateurs en activité dans ce pays ont bénéficié d'un environnement plus propice au développement du secteur qu'au Cameroun. « Il convient (...) de noter que les deux pays (Cameroun et Côte d'Ivoire, NDLR) ont signalé à peu près les mêmes performances en matière de PIB d'une année à l'autre pendant plus de 30 ans jusqu'en 2014, date à laquelle le pays d'Afrique de l'Ouest a commencé à tirer les avantages d'importantes réformes du secteur privé et des infrastructures », fait observer la Société financière internationale (SFI) dans une présentation de l'état du secteur du numérique au Cameroun, faite à Yaoundé en avril 2022. Alors que la Côte d'Ivoire affiche une embellie réelle en matière d'utilisation de l'Internet au cours de la décennie sous revue, au Cameroun, malgré la forte progression de l'usage des téléphones intelligents et des tablettes numériques, le taux d'utilisation de l'Internet n'atteint toujours pas 40%. A l'origine du retard de ce pays, pour-

tant présenté comme un hub en matière d'infrastructures des télécoms en Afrique centrale, au regard des cinq câbles sous-marins à fibre optique auxquels il est connecté (SAT3, WACS, ACE, SAIL et NCSCS), se trouve la sous-utilisation desdites infrastructures. « Seulement environ 15% de la capacité du câble SAT3 et 30% de la capacité du câble WACS ont été utilisés depuis leur lancement, il y a 17 ans », révèle la SFI dans la présentation précédemment mentionnée.

A en croire la même institution, au Cameroun, « le fibre gap par division administrative », qui renvoie aux zones dans lesquelles la fibre optique n'est pas encore été déployée ou alors n'est pas encore utilisée, « touche 14 millions de Camerounais » en 2020, soit plus de la moitié de la population du pays. Comme conséquence directe de ce « fibre gap », la SFI précise que « malgré une couverture haut débit mobile (3G, 3.5G et 4G), seuls 23% des ménages à l'échelle nationale disposaient d'un abonnement Internet (mobile ou fixe) en 2019 (contre plus de 65% en Côte d'Ivoire en 2021, selon le ministère de l'Économie numérique, ndr), et ce pourcentage est beaucoup plus faible dans les zones rurales, en particulier dans les régions du Centre, du Nord-Ouest et de l'Adamaoua ». La filiale de la Banque mondiale dédiée au financement du secteur privé soutient également qu'en dépit de la « baisse substantielle des prix de détail » de l'Internet au Cameroun, entre 2011 et 2022, une croissance « limitée » de l'Internet haut débit mobile et fixe est observée dans le pays, en raison de « graves problèmes de qualité (couverture, vitesses de téléchargement et coupures) ».

Abonnements au téléphone mobile (pour 100 habitants)



Le taux de pénétration de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire dépasse 100% depuis 2016 (113,3%), alors qu'il culmine à seulement 84% au Cameroun en 2020, malgré la possibilité pour les abonnés de disposer de plusieurs SIM, dont l'activation effective, en comparaison avec la population, permet de déterminer le taux d'accès au mobile dans les deux pays. Mieux, au cours de la période 2012-2020, cet indicateur a pratiquement doublé en Côte d'Ivoire, passant de 77,98% à 149,4%, contre une

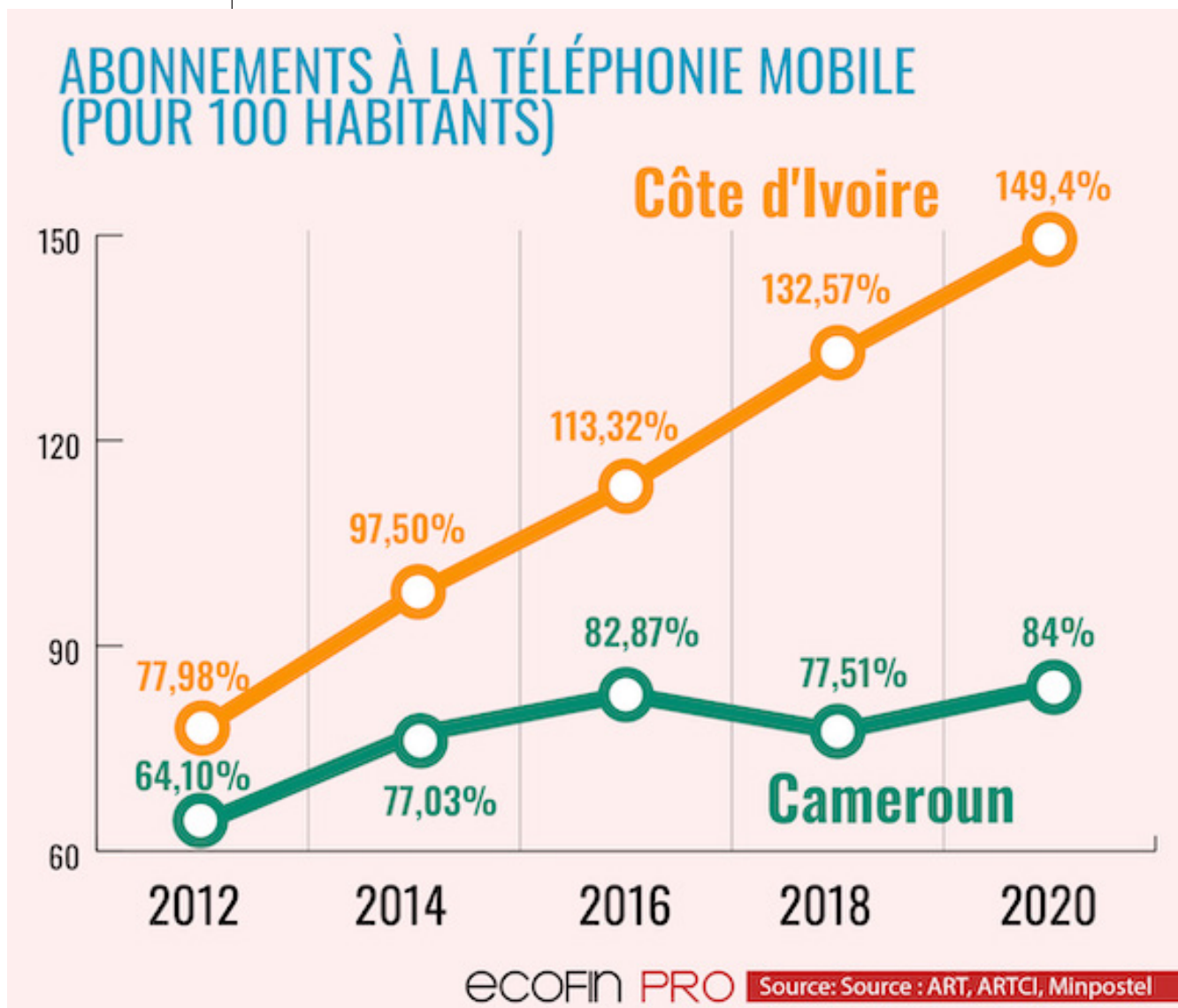
progression d'environ 16% seulement au Cameroun, au cours de la même période. Comme en matière d'accès à l'Internet, la Côte d'Ivoire tient sa suprématie sur la pénétration du mobile des réformes majeures effectuées dans le secteur par les pouvoirs publics, et qui ont permis aux opérateurs de doper leurs investissements dans le pays.

« En 1995, l'État de Côte d'Ivoire a mis en œuvre un processus de réforme structurelle du secteur des télécommunications désor-

Comme en matière d'accès à l'Internet, la Côte d'Ivoire tient sa suprématie sur la pénétration du mobile des réformes majeures effectuées dans le secteur par les pouvoirs publics, et qui ont permis aux opérateurs de doper leurs investissements dans le pays.

mais considérées comme un facteur essentiel d'accompagnement du développement socio-économique, selon les termes officiels. L'objectif était d'ouvrir suffisamment ce secteur aux opérateurs privés, d'en restaurer la productivité et la compétitivité mises à mal par une longue gestion étatique pas toujours efficace. (...) La dynamique de la technologie dans le secteur des télécommunications en Côte d'Ivoire, à partir des années 2000, n'a été effective et n'a pu s'accélérer que corrélativement à une évolution profonde et continue

des besoins des consommateurs toujours prêts à accepter de nouveaux produits et services. Ce d'autant plus que dans ce secteur, les populations ivoiriennes avaient été, pour la plupart, longtemps privées des bienfaits des télécommunications », peut-on lire dans un article intitulé « les mutations dans le secteur des télécommunications en Côte d'Ivoire et leurs implications », paru dans « la Revue française des sciences et techniques de l'information et de la communication ».



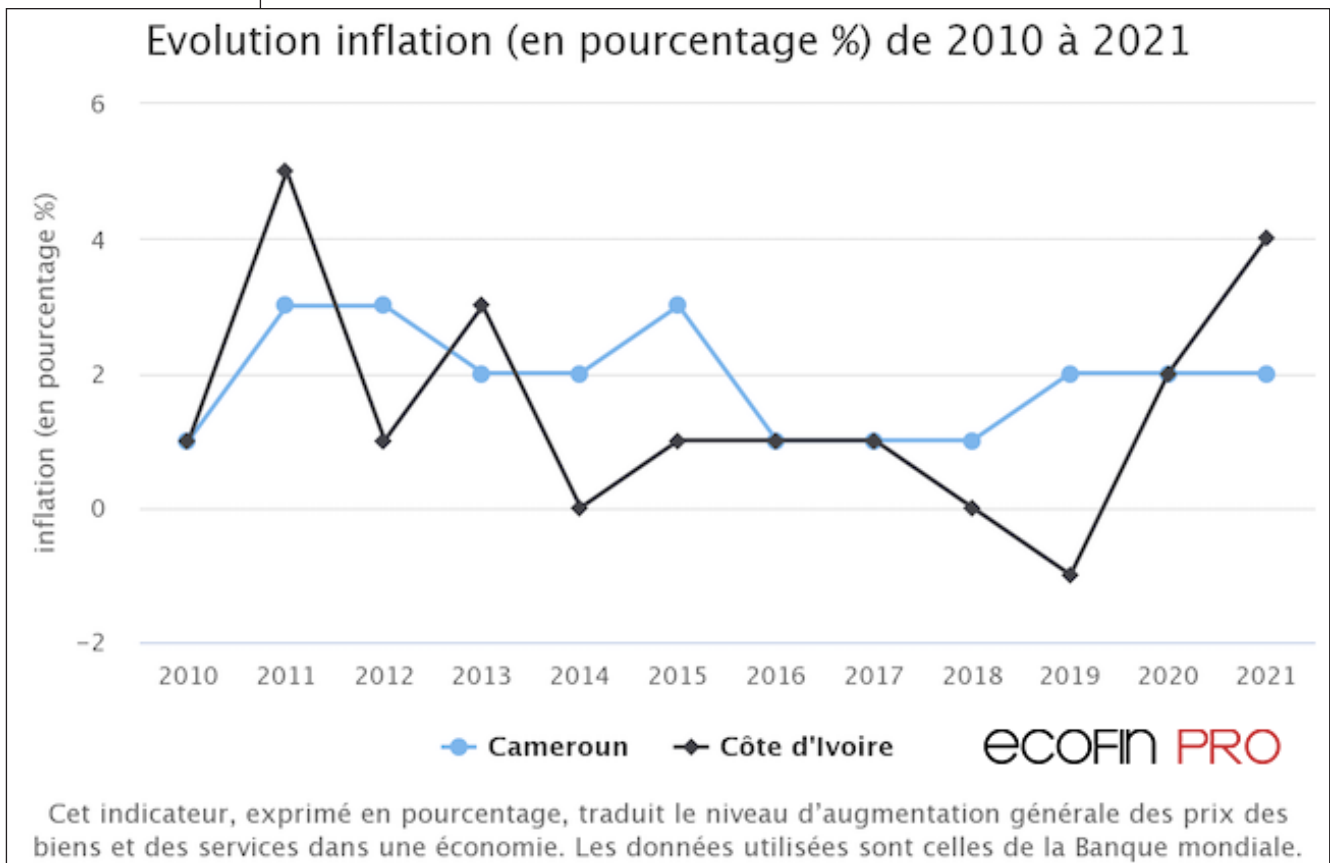
Evolution de l'inflation

Le niveau général des prix dans les marchés affiche une certaine constance et semble mieux maîtrisé au Cameroun. En effet, dans ce pays, entre 2012 et 2021, le taux d'inflation n'a jamais dépassé le seuil de 3% admis dans le cadre des critères de surveillance multilatérale de la zone Cemac. A contrario, en Côte d'Ivoire, cet indicateur apparaît assez volatile, avec non seulement des pics de plus de 5% (2011), largement au-dessus du seuil de tolérance de 3% admis dans l'espace Uemoa, mais aussi des périodes à taux

d'inflation quasiment nul (2014 et 2018).

Au cours de l'année 2022, l'inflation ivoirienne est remontée à près de 5,5% à la fin novembre, selon des statistiques publiées par la BCEAO. Toutefois, si la moyenne globale au Cameroun reste en dessous de 5%, dans les principales villes de Douala et de Yaoundé, elle a franchi les 6,8% en août 2022.

Dans ces deux pays, les gouvernements ont opté pour le contrôle des prix des produits de première nécessité, avec



Le ministère camerounais du Commerce déploie depuis des années dans les marchés du pays sa Brigade nationale de contrôle et de répression des fraudes, qui dispose d'antennes dans tous ses services déconcentrés.

obligation pour les opérateurs économiques des différentes filières d'obtenir le quitus des autorités publiques avant toute augmentation. Mais, le dispositif semble mieux huilé et plus efficace au Cameroun où, depuis de nombreuses

années, le ministère du Commerce maintient un dialogue permanent avec les acteurs de la chaîne de distribution, et multiplie tout au long de l'année des opérations de ventes promotionnelles avec le concours des opérateurs économiques.

Afin de s'assurer de l'application effective des prix concertés ou homologués, et ainsi combattre la spéculation souvent entretenue par les commerçants, le ministère camerounais du Commerce déploie depuis des années dans les marchés du pays sa Brigade nationale de contrôle et de répression des fraudes, qui dispose d'antennes dans tous ses services déconcentrés.

Pareille structure, notamment la Brigade de contrôle rapide (BCR), n'a vu le jour en Côte d'Ivoire qu'en octobre 2022.

Evolution du stock de la dette extérieure

Selon les données de la Banque mondiale, le stock de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire a plus que doublé entre 2010 et 2020, passant de 11,7 milliards de dollars à plus de 25 milliards de dollars. Sur la même période au Cameroun, le niveau d'endettement extérieur a quadruplé, puisqu'il est passé de 3,2 milliards de dollars à 13,9 milliards de FCFA. Au demeurant, même si le Cameroun s'endette plus rapidement à l'extérieur, le stock de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire

a toujours été plus important sur la période sous revue.

En effet, pour relancer son économie, paralysée avant l'année 2010 par une crise socio-politique, le président Alassane Dramane Ouattara, un ancien cadre du Fonds monétaire international (FMI), s'est lancé dans un vaste programme de construction des infrastructures nécessitant d'importants financements. Ces financements seront mobilisés auprès des bailleurs de fonds internationaux (bilatéraux et

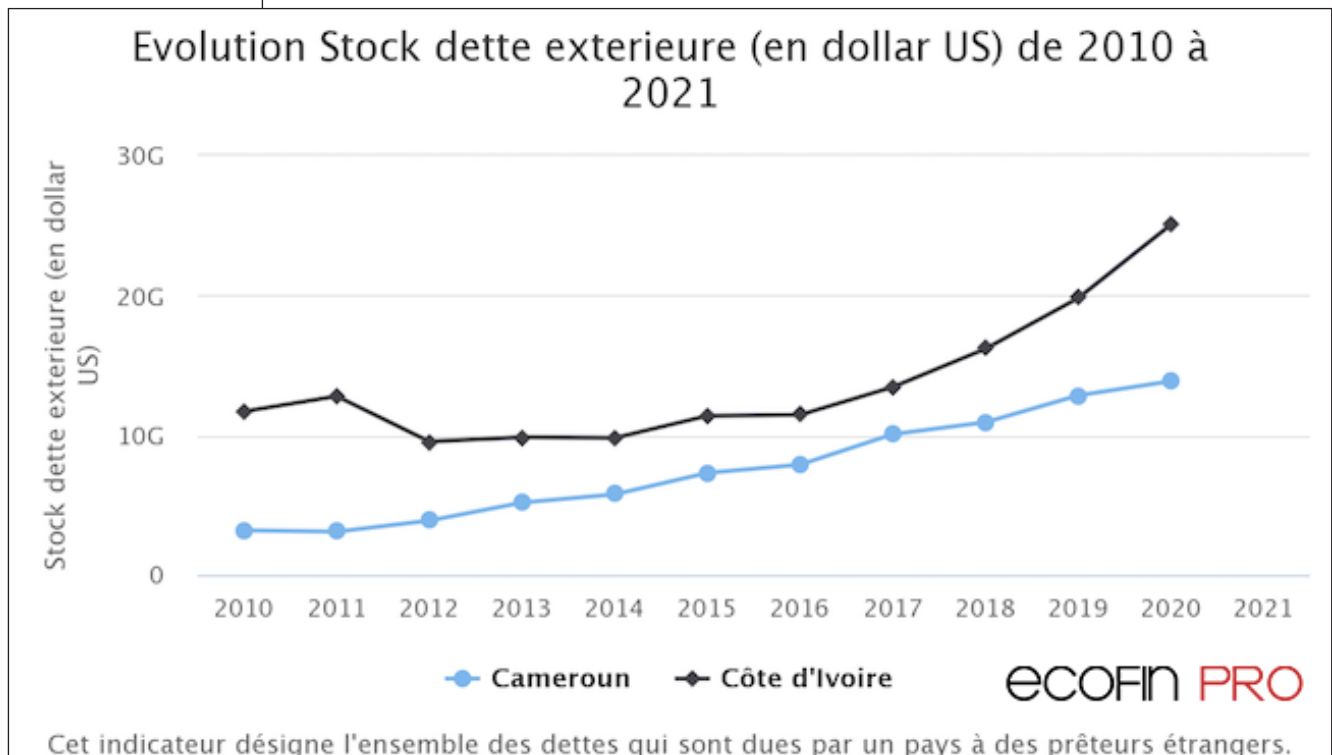
La Côte d'Ivoire émet un eurobond pratiquement chaque année depuis l'année 2018. Mieux, les eurobonds ivoiriens, qui sont souvent très courus par les investisseurs internationaux permettent généralement au pays d'emprunter d'un seul coup plus de 1 000 milliards de FCFA.

multilatéraux) et sur le marché international des capitaux, à travers des émissions successives d'eurobonds, qui permettent généralement de lever d'un seul coup des volumes de financements très importants.

Contrairement au Cameroun, qui depuis son indépendance en 1960 n'a expérimenté les eurobonds que deux fois jusqu'ici (en 2015 et 2021, l'opération de 2021 étant destinée à refinancer celle de 2015), la Côte d'Ivoire émet un eurobond pratiquement chaque année depuis l'année 2018. Mieux, les eurobonds ivoiriens, qui sont souvent très courus par les investisseurs internationaux (celui de novembre 2020 a été souscrit cinq fois), permettent généralement au pays d'emprunter d'un seul coup plus de 1 000 milliards de FCFA, contre seulement 375 milliards de FCFA

pour le Cameroun en 2015 et 450 milliards de FCFA en 2021.

L'accumulation de la dette en devise peut constituer une opportunité, lorsque la ressource mobilisée permet de construire des infrastructures destinées à générer de la ressource en monnaie étrangère. Dans le cas du Cameroun comme de la Côte d'Ivoire, il n'est pas clair si ce calcul économique a été effectué. Mais dans tous les cas, un risque plus élevé pèse sur le pays de l'Afrique de l'ouest, s'il n'était plus en mesure de générer assez de devises pour rembourser sa dette extérieure. Pour l'instant, ce n'est pas le cas. Le cacao qui compte pour près de 45% de ses exportations est encore demandé sur les marchés, et le pays pourrait bientôt devenir exportateurs d'hydrocarbures, tout en accroissant son autosuffisance énergétique.

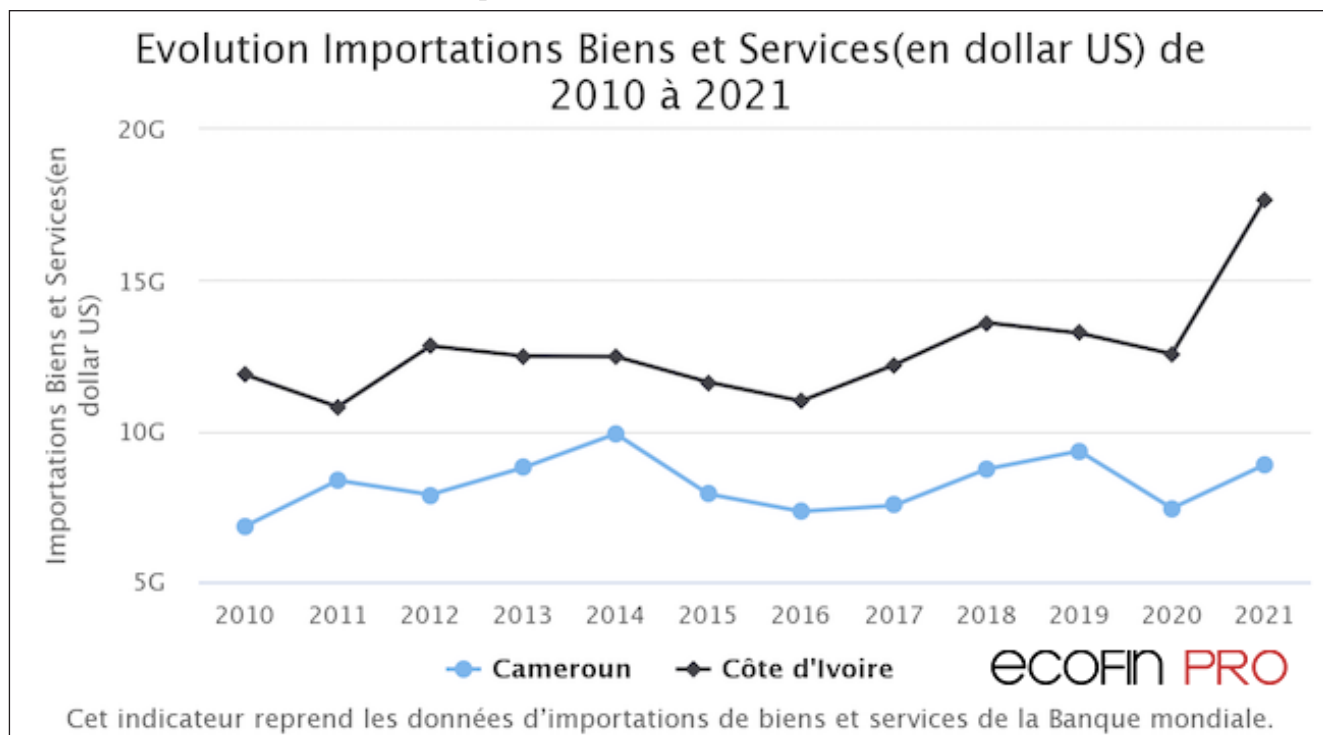


Evolution des importations des biens et services entre 2010 et 2021

Au cours de l'année 2020, malgré les restrictions imposées au commerce international par la pandémie du coronavirus, les importations de la Côte d'Ivoire ont représenté 20% du PIB du pays, contre seulement 18% pour le Cameroun. Dans ce pays de l'Afrique centrale, le ratio importations-PIB entre 2010 et 2021 n'a jamais dépassé 27% (2011 et 2014). Alors qu'il a régulièrement tourné autour de 30% en Côte d'Ivoire entre 2010 et 2013, avec un pic de 35,3% au cours de l'année 2012, selon les données compilées par la Banque mondiale.

Ces chiffres montrent bien la prédominance des importations des biens et

services en Côte d'Ivoire, en comparaison avec le Cameroun. En effet, si le pays est un géant de l'agriculture, la faiblesse du niveau de transformation locale et la prédominance des produits de rente imposent encore à la Côte d'Ivoire des importations massives de produits manufacturés chaque année (comme au Cameroun d'ailleurs), ainsi que du pétrole brut destiné à la raffinerie locale. Ces deux catégories de produits représentent à elles seules près de 70% des importations ivoiriennes. Le même schéma est dupliqué au Cameroun, avec cependant des volumes et valeurs moins importants.



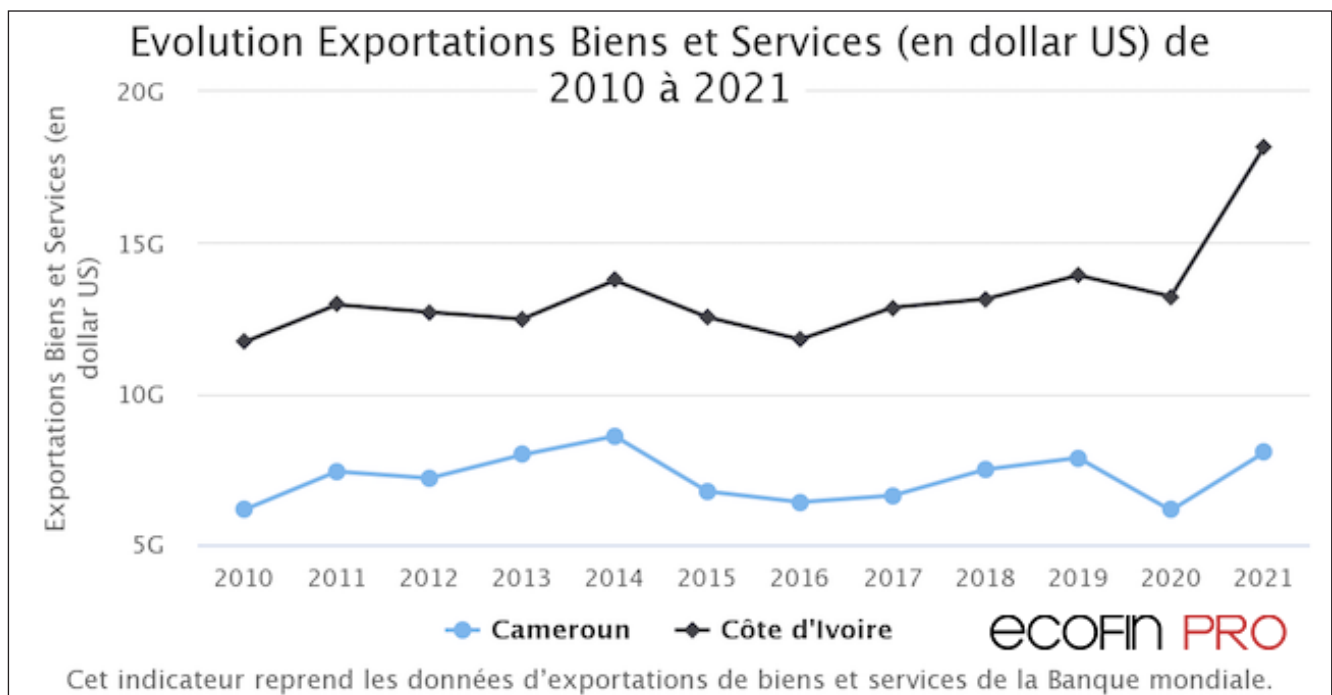
Evolution des exportations de biens et services

Largement dominées par les produits agricoles (plus de 60% des exportations du pays) tels que le cacao (premier producteur et exportateur mondial), le caoutchouc, la banane dessert (premier producteur et exportateur des pays ACP), et la noix de cajou (premier producteur et exportateur mondial), puis des minerais comme l'or ou encore les produits pétroliers, le volume des exportations de la Côte d'Ivoire a toujours surclassé celui du Cameroun.

Entre 2010 et 2021, révèlent les chiffres de la Banque mondiale, la part du commerce extérieur dans le PIB de ce pays a atteint une moyenne de 47% (avec un pic de 60,3% en 2012), très loin des

28,7% du Cameroun, dont les exportations sont dominées par les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel).

En plus d'une présence remarquée sur le marché mondial des produits agricoles, le dynamisme des exportations en Côte d'Ivoire tient également de la vigueur des échanges commerciaux entre les pays de l'espace Uemoa dont la Côte d'Ivoire est la plaque tournante (12 à 14%, contre 3% pour la Cemac à laquelle appartient le Cameroun). C'est ce qui explique qu'un pays comme le Mali figure régulièrement dans le top 10 des clients de la Côte d'Ivoire, juste à quelques longueurs d'un autre pays de l'Uemoa : le Burkina Faso.

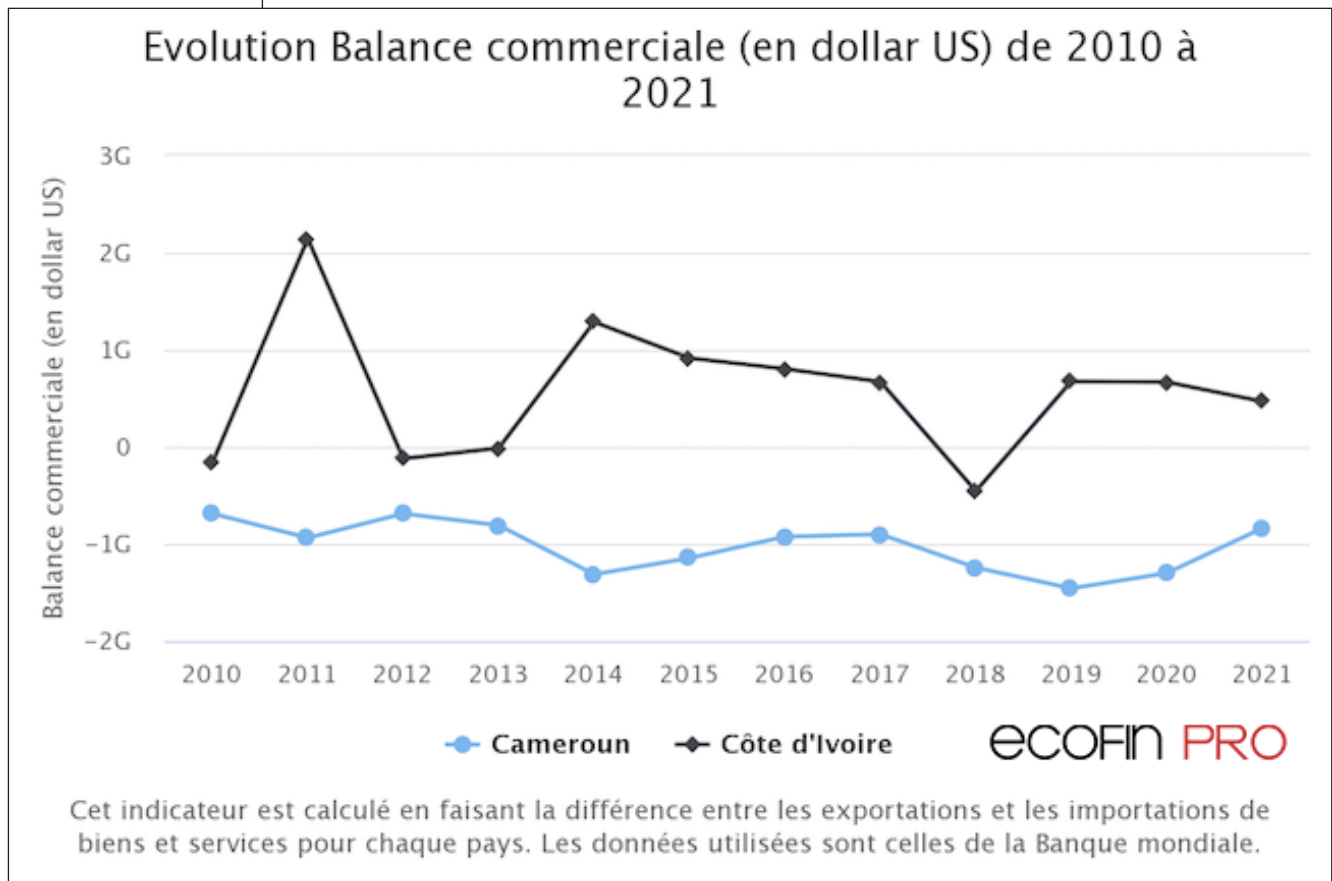


Evolution de la balance commerciale entre 2010 et 2021

Grâce au volume et la valeur de ses exportations, principalement portées par les produits agricoles de rente tels que le cacao, la noix de cajou, la banane dessert, l'huile de palme, etc., la Côte d'Ivoire est parmi les rares pays d'Afrique subsaharienne à afficher une balance commerciale produits excédentaire au cours de la décennie sous-revue.

A contrario, le Cameroun affiche une balance commerciale toujours défici-

taire depuis de longues années. Ceci, en raison des importations de produits qui pourtant peuvent être disponibles ou fabriqués sur place. C'est par exemple le cas des céréales telles que le riz et le maïs, ou encore du poisson congelé, qui contribuent chaque année à creuser le déficit de la balance commerciale de ce pays, qui est pourtant crédité de 25% de terres cultivables et d'environ 400 km de côtes réputées poissonneuses. En Côte d'Ivoire le secteur agricole qui tire la création de valeur ajoutée est do-



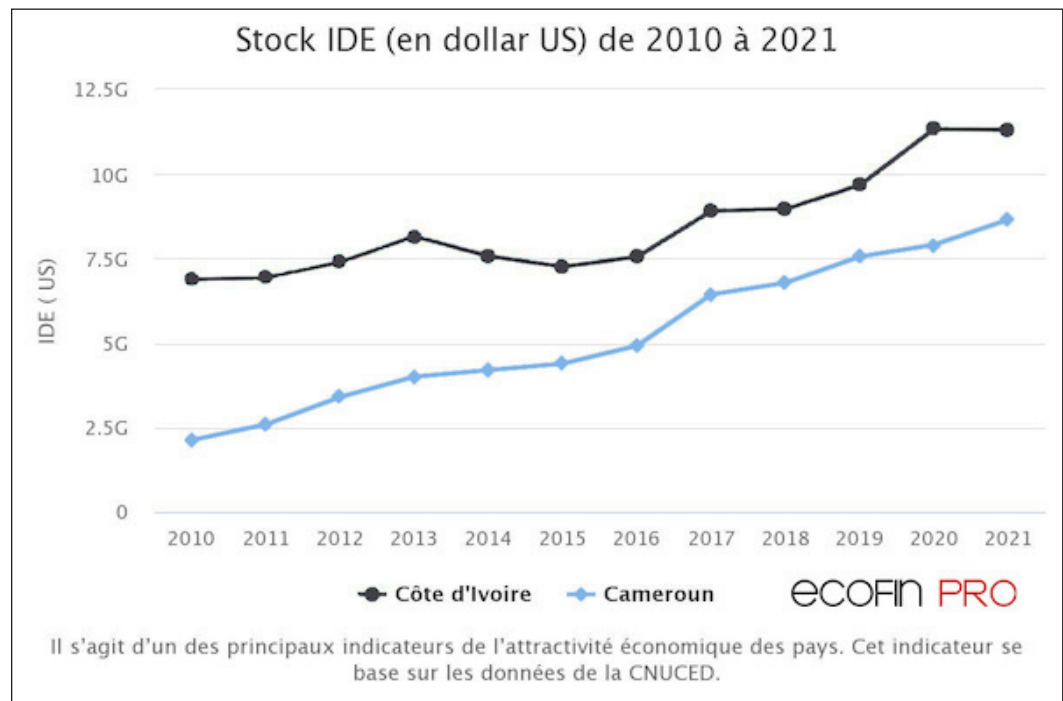
miné par des produits de rente qui sont peu consommés sur place et fait ainsi dépendre des secteurs importants de l'économie aux variations susceptible de survenir sur les marchés extérieurs. A eux seuls, les exportations de cacao, d'hévéa et d'huile de palme ont atteint 8,5 milliards \$. Le pays en lui-même ne consomme ou ne produit pas plus

de 10% de cette production, et toute variation d'intérêt sur les marchés mondiaux de ces matières premières, peut constituer un choc macroéconomique difficile à gérer. Les exportations du Cameroun sont elles aussi concentrées, autour des produits pétroliers, mais l'énergie reste encore un moteur essentiel des économies du monde.

Stock des investissements directs étrangers (IDE)

Le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont en commun d'avoir enregistré une progression à la fois soutenue et exponentielle de leurs stocks respectifs d'IDE entre 2010 et 2021. Concrètement, alors que

la Côte d'Ivoire a quintuplé son stock d'IDE entrants entre 2000 et 2020, selon les données de la CnuCED, le Cameroun, lui, multipliait pratiquement par 10 son stock sur la même période.



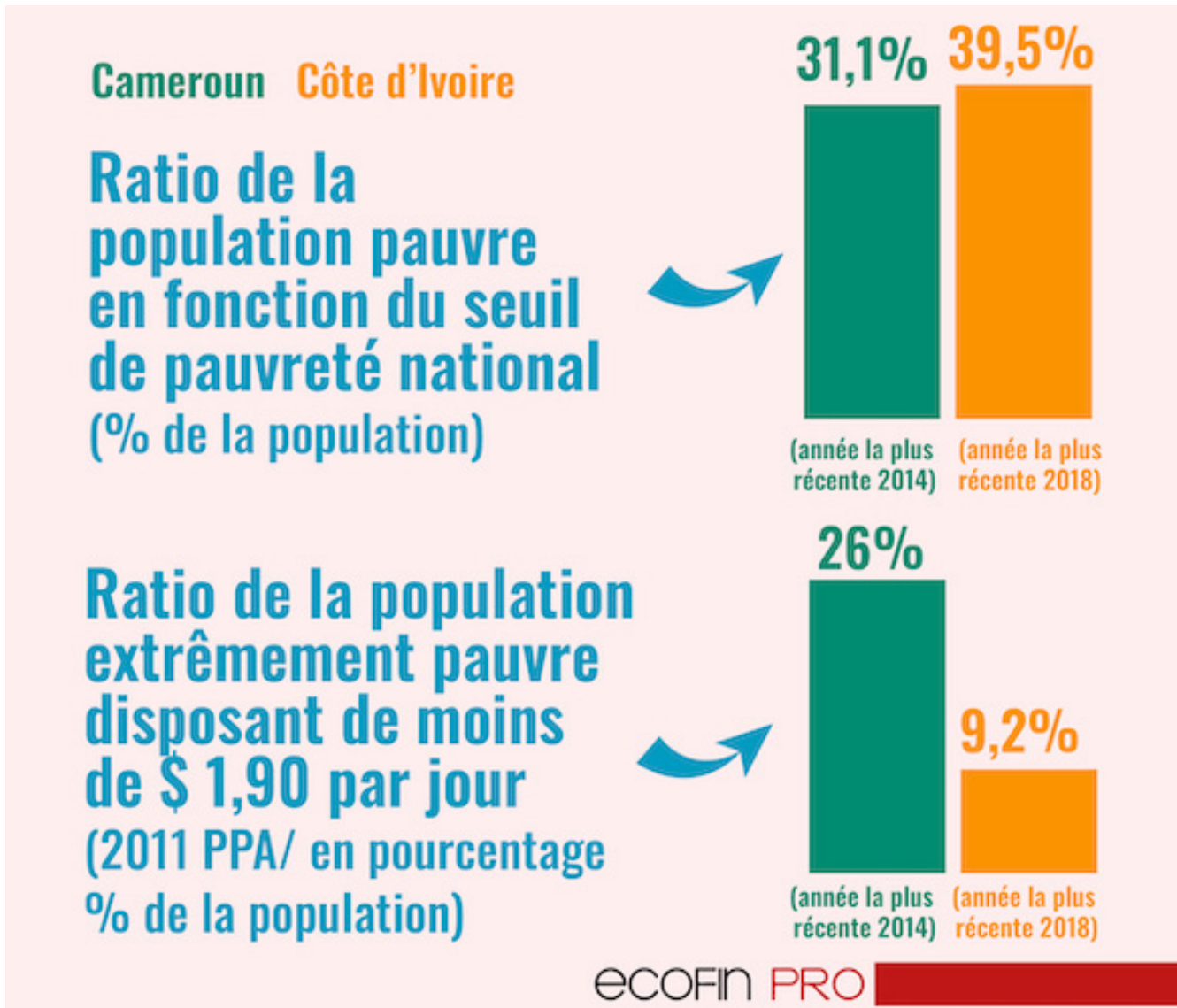
Cependant, sur les volumes d'IDE captés, le pays d'Afrique de l'Ouest a toujours surclassé celui d'Afrique centrale, témoignant ainsi d'une attractivité plus prononcée de l'économie ivoirienne pour les investisseurs étrangers. En effet, d'après la Cnuced, pendant que le stock d'IDE entrant de la Côte d'Ivoire est passé de 2,483 milliards de dollars en l'an 2000 à 12,237 milliards de dollars en 2020, celui du Cameroun a culminé à un peu plus de 9 milliards de dollars en 2020, après seulement 917 millions de dollars en l'an 2000. Avec plus de 67% sur la période 2000-2014, la Chine est le plus gros pour-

voyeur d'IDE au Cameroun jusqu'à nos jours. En Côte d'Ivoire, bien que le volume d'IDE en provenance de la Chine ait dépassé celui capté par le Cameroun à partir de 2019, menaçant même de le doubler en 2021 (793 millions de dollars contre 434 millions de dollars), l'Empire du Milieu demeure un petit pourvoyeur d'IDE à la première économie de l'Uemoa. En effet, selon les chiffres officiels ivoiriens, entre 2013 et 2018, la part d'IDE chinois captés par leur pays représente seulement 1,5% du total. Le plus gros investisseur étranger en Côte d'Ivoire reste l'Europe.

Taux de pauvreté

En fonction du seuil de pauvreté, la proportion de la population pauvre est plus importante en Côte d'Ivoire (39,5%) qu'au Cameroun (31,1%). Mais, en raison de l'inhomogénéité des critères pris en compte dans le calcul de cet indicateur, ou même de la méthode de calcul, qui varient souvent en fonction des pays ou des espaces communautaires, certains économistes craignent qu'il conduise à une interprétation surévaluant le niveau réel de la pauvreté. Il existe cependant un critère normatif fixant la quantité de revenus avec laquelle un individu ne pourrait vivre convenablement par jour. Ce seuil normatif, qui détermine la proportion de la population extrêmement pauvre, varie généralement entre 1 et 2 dollars par personne et par jour. De ce point de vue, les données les

plus récentes sur la Côte d'Ivoire et le Cameroun sont plutôt à l'avantage du pays de l'Afrique de l'Ouest. En effet, selon les statistiques de la Banque mondiale remontant à l'année 2014, 26% de la population camerounaise est extrêmement pauvre (ceux vivants avec moins de 1,9 dollar par jour et par personne), contre seulement 9,2% de la population ivoirienne (chiffres de 2018). Cet indicateur cohérent est cependant difficile à mettre en comparaison d'un pays à l'autre, en raison des différentiels sur le pouvoir d'achat. Au-delà de la question monétaire, la pauvreté devrait être analysée en termes de possibilité d'accès à des biens et services sociaux. 1,9 \$ est une somme qui peut être très faible au regard du pouvoir d'achat et d'accès aux services publics en Côte d'Ivoire, mais au Cameroun dans



plusieurs régions du pays, cette somme permet d'accéder à un panier conséquent de produits vivriers et la densité des infrastructures de santé permet aussi d'accéder à des soins de santé de base. Malgré l'antériorité du chiffre sur le Cameroun et les différentes mesures de lutte contre la pauvreté mises en œuvre dans le pays ces dernières années, il est évident que le Cameroun n'a pas pu rattraper le gap avec la Côte

d'Ivoire sur cet indicateur. Ce d'autant qu'entre temps, la population ivoirienne a également bénéficié non seulement des retombées des programmes de lutte contre la pauvreté, implémentés par le gouvernement, mais aussi des effets induits (création des emplois et augmentation de la richesse nationale) du boom économique observé dans ce pays d'Afrique de l'Ouest depuis la fin de la crise socio-politique en 2010.

Données sur les inégalités dans les deux pays

Part du revenu des 10% les plus pauvres

Avec seulement 1,7% du revenu global du pays qui leur revient, les 10% des personnes les plus pauvres au Cameroun sont moins bien loties qu'en Côte d'Ivoire, où la même population s'en tire avec presque 3% du revenu national. Ce qui révèle une plus grande inégalité en matière de distribution des revenus au Cameroun.

Part du revenu des 10% les plus riches

Cette tendance à une distribution plus inégalitaire des revenus au Cameroun se confirme d'ailleurs lorsqu'on considère plutôt le niveau d'accaparement

du revenu national par les personnes les plus riches. En effet, alors que 10% des plus riches en Côte d'Ivoire contrôle seulement 29% des revenus globaux du pays, cette même population au Cameroun à la mainmise sur 35% des revenus. Une distinction qui découle de la structure sociale des agents économiques, c'est que même s'il existe des inégalités au Cameroun, la minorité la plus riche est souvent constitué de personnes qui ont pour seule nationalité le Cameroun et qui y conservent leurs richesses.

Cette présentation des choses transparaît, lorsqu'on examine la liste des africains francophone les plus riches, où on retrouve 7 Camerounais dans le top 20. L'un d'entre eux, Paul Fokam Kamogne, est aussi le fondateur de la plus importante banque privé du pays, et même de la CEMAC (Afriland First Bank). On ne retrouve pas toujours ce type de configuration en Côte d'Ivoire.

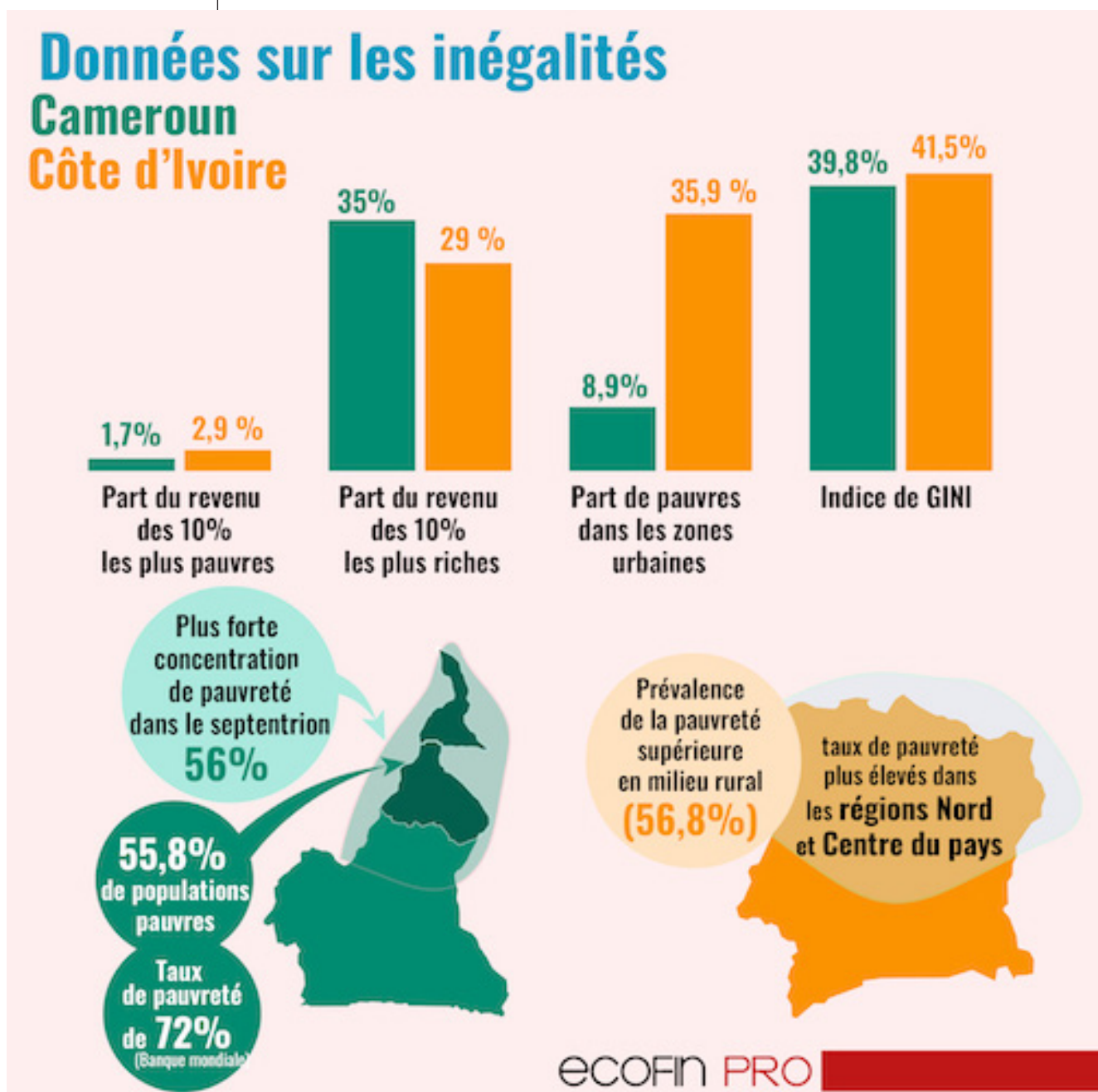
Part des pauvres dans les zones urbaines

La répartition de la population des pauvres dans les zones urbaines révèle également une différence importante entre les deux pays, avec cette fois-ci un avantage net pour le Cameroun. Dans ce pays, en effet, selon les chiffres de la Banque mondiale, l'on dénombre une faible population de pauvres dans les villes, soit 8,9% au total. Les villes ivoi-

Une distinction qui découle de la structure sociale des agents économiques, c'est que même s'il existe des inégalités au Cameroun, la minorité la plus riche est souvent constitué de personnes qui ont pour seule nationalité le Cameroun et qui y conservent leurs richesses.

riennes, elles, abritent quatre fois plus de personnes pauvres (35,9%). En Côte d'Ivoire, presque toutes les infrastructures stratégiques de développement sont concentrées dans deux ou trois villes, principalement Abidjan et San Pedro.

Cette différence peut s'expliquer par les efforts gouvernementaux d'harmonisation du niveau de développement des villes camerounaises (notamment les 10 capitales régionales et nombre de villes secondaires), malgré l'avance prise par les deux capitales que sont



Yaoundé et Douala. En Côte d'Ivoire, presque toutes les infrastructures stratégiques de développement sont concentrées dans deux ou trois villes, principalement Abidjan et San Pedro.

Position des deux pays sur l'Indice de Gini

Sur cet indice qui mesure la tendance à l'égalité parfaite dans la distribution du revenu national ou alors à la confiscation de la totalité des revenus par un seul individu, la Côte d'Ivoire est moins bien classée que le Cameroun. En effet, bien que les deux pays soient plus proches de la confiscation des revenus par un individu, la tendance est plus prononcée en Côte d'Ivoire (41,5%) qu'au Cameroun (39,8%).

Zones de concentration des populations les plus pauvres

Selon les données disponibles, le

Cameroun et la Côte d'Ivoire ont en commun d'abriter la plus forte concentration de personnes pauvres dans leur partie Nord. Au Cameroun, par exemple, le Nord communément appelée partie septentrionale, qui compte les régions du Nord, de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord, est selon tous les rapports officiels la plus pauvre (56% de la population) du pays, avec un taux de pauvreté qui atteint 72% de nos jours. Le même schéma est dupliqué en Côte d'Ivoire où, comme au Cameroun, la particularité du climat des savanes du Nord n'offre pas beaucoup de possibilités de cultures de rente autres que le coton (environ 50% des surfaces emblavées) et la noix de cajou. Ces deux produits, qui portent les activités économiques dans le Nord sont beaucoup moins rémunérateurs que le cacao, duquel la Côte d'Ivoire tire sa principale richesse.

Selon les données disponibles, le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont en commun d'abriter la plus forte concentration de personnes pauvres dans leur partie Nord.



Espérance de vie à la naissance

L'accroissement de l'espérance de vie au cours de la décennie 2012-2021 a été identique en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Sur cette période, les deux pays ont gagné chacun quatre points, passant de 56 à 60 ans au Cameroun, et de 54 à 58 ans en Côte d'Ivoire. Mais, force est de constater que sur toute la période analysée, cette espérance de vie a été toujours plus longue au Cameroun.

L'avance du leader économique de la zone Cemac sur cet indicateur s'explique par l'amélioration de l'accès aux soins de santé et les efforts déployés dans la lutte contre les maladies les plus meurtrières. Il en est ainsi du VIH-Sida (2e cause de mortalité dans le pays), dont le taux de prévalence est passé de plus de 10% dans les années 90 à environ 5% depuis la fin des années 2000. La croisade contre le paludisme, principale cause de mortalité dans le pays depuis des années (7 millions de cas pour 7000 décès en 2018, selon l'OMS), s'est également intensifiée avec la multiplication des campagnes de distribution gratuites des moustiquaires imprégnées et des décisions gouvernementales telles que la gratuité de la prise en charge de cette maladie chez les enfants de moins de 5 ans. Cette catégorie de la population représentait encore 61% des décès suite au paludisme en 2018, selon le ministère de la Santé publique.

Dans le même temps, le Cameroun continue à intensifier la lutte contre la mortalité maternelle (406 pour 100 000 naissances sur la période 2012-2018, soit une réduction de 48% par rapport au niveau de 2004-2011) et infantile, et à densifier sa carte sanitaire avec la construction de nombreuses formations sanitaires depuis plus de 10 ans (le pays compte 3028 formations hôpitaux publiques et privées pour un ratio de 8217 habitants pour une formation sanitaire, selon le ministère de la Santé publique).

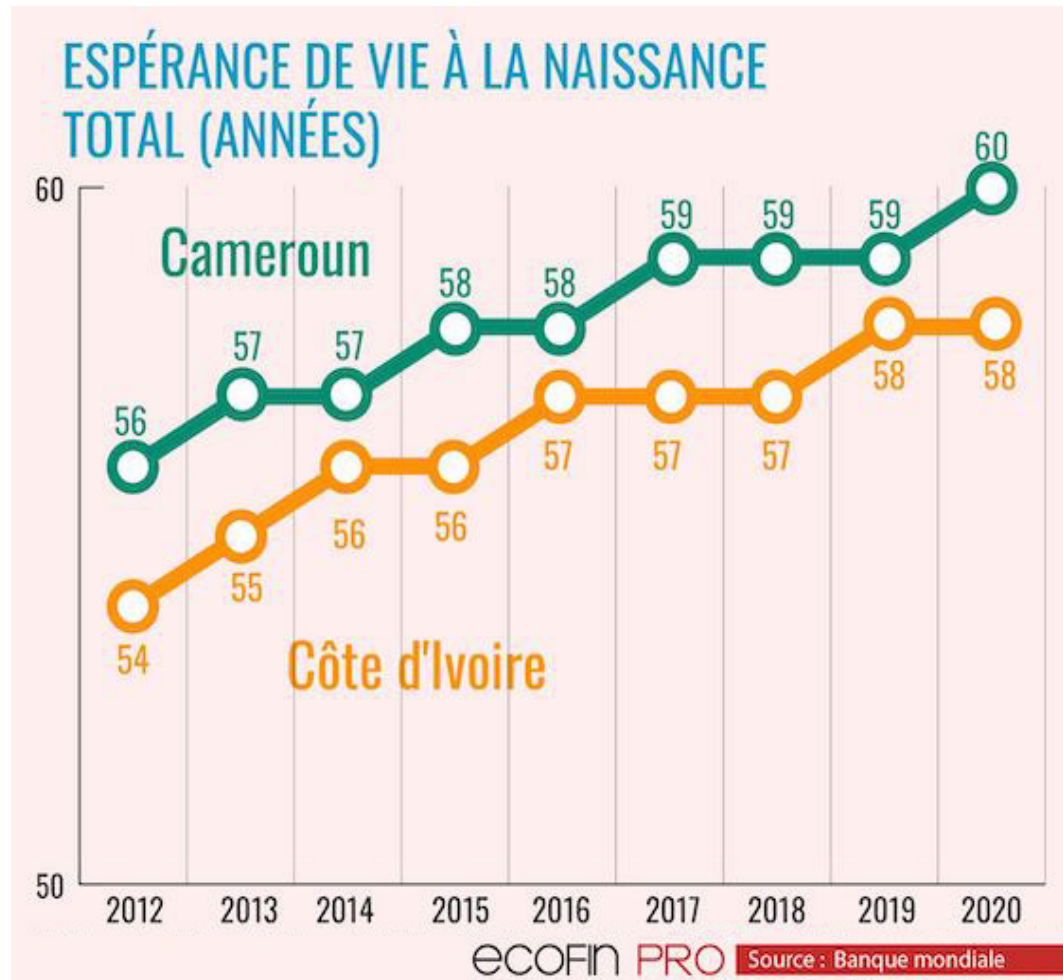
Un coup de fouet est également donné à la qualité de la ressource humaine, avec l'augmentation exponentielle du nombre de professionnels de santé formés à travers le pays chaque année, suite à l'ouverture des facultés de médecine dans les universités d'Etat ainsi que dans certains instituts privés de l'enseignement supérieur, et la multiplication des centres de formation agréés en soins infirmiers. Avant cette libéralisation de la formation médicale, durant de nombreuses années, le Centre hospitalier universitaire, devenu plus tard la Faculté de médecine et des sciences biomédicales, ne formait que 75 médecins chaque année.

En Côte d'Ivoire, des avancées notables ont également été enregistrées, sans que cela ne permette cependant au pays de supplanter le Cameroun sur l'espérance de vie. « *De 2012 à 2016, 300 établissements de premiers contacts ont été construits*

sur l'ensemble du territoire. Dans les pharmacies de santé publique, le taux de disponibilité des médicaments a atteint 90% en 2017, contre 23% en 2011. Conséquence : en 2017, 68% de la population vit désormais à moins de 5 km d'un centre de santé, contre 44% en 2012. (...) Cette même politique a permis de réduire le coût de la séance de dialyse pour les patients de l'insuffisance rénale. Lequel est désormais de 1750 FCFA dans les centres publics, contre 2500 F CFA de 1991 à 2010. Ce coût varie entre 60 000 et 150 000 FCFA dans les cliniques privées. (...) Concernant le personnel soignant, 10 000 agents de santé ont été recrutés à la Fonction publique sur la période de 2015 à 2017, notamment des médecins, pharma-

ciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers, sage-femmes, etc. Ces efforts ont contribué à améliorer le ratio personnel de santé/population. Ainsi, le ratio infirmier/population est passé de 1 pour 3069 habitants en 2011 à 1 pour 1932 en 2016. Quant au ratio sage-femme/femmes en âge de procréer, il est passé d'une sage-femme pour 2270 à une sage-femme pour 995 femmes en âge de procréer, sur la même période. En outre, afin de motiver davantage le personnel de santé, ces derniers ont bénéficié d'une revalorisation salariale de 400 points pour les cadres et de 150 points pour les autres catégories », détaille le gouvernement ivoirien sur son portail officiel.

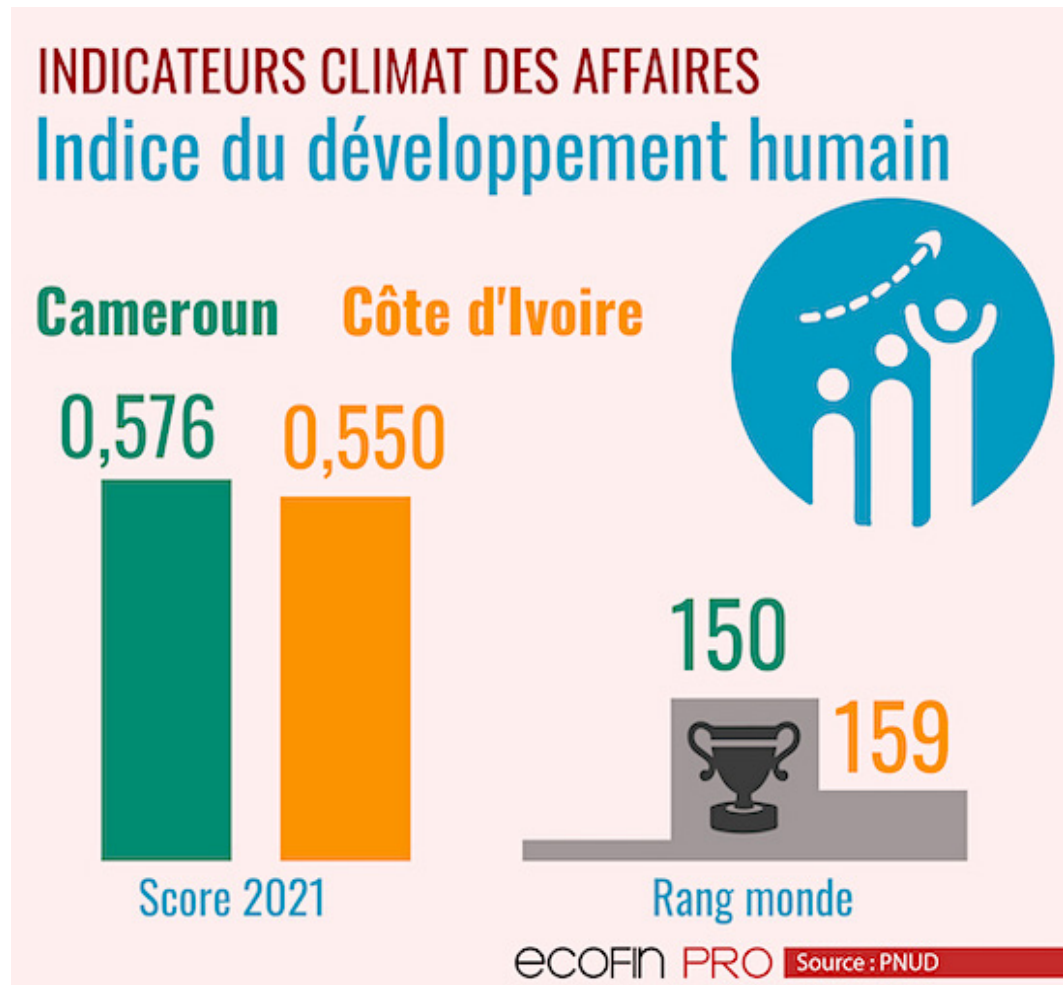
L'avance du leader économique de la zone Cemac sur cet indicateur s'explique par l'amélioration de l'accès aux soins de santé et les efforts déployés dans la lutte contre les maladies les plus meurtrières.



Indice du développement humain

Au cours de la période 2010-2021, la Côte d'Ivoire (+1,38%) a connu une progression beaucoup plus vigoureuse que celle du Cameroun (+1,06%) sur l'Indice du développement humain (IDH) mis à jour chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), et qui mesure la qualité de vie des populations. Mais, malgré cette avance, qui est certainement consécutive au boom économique

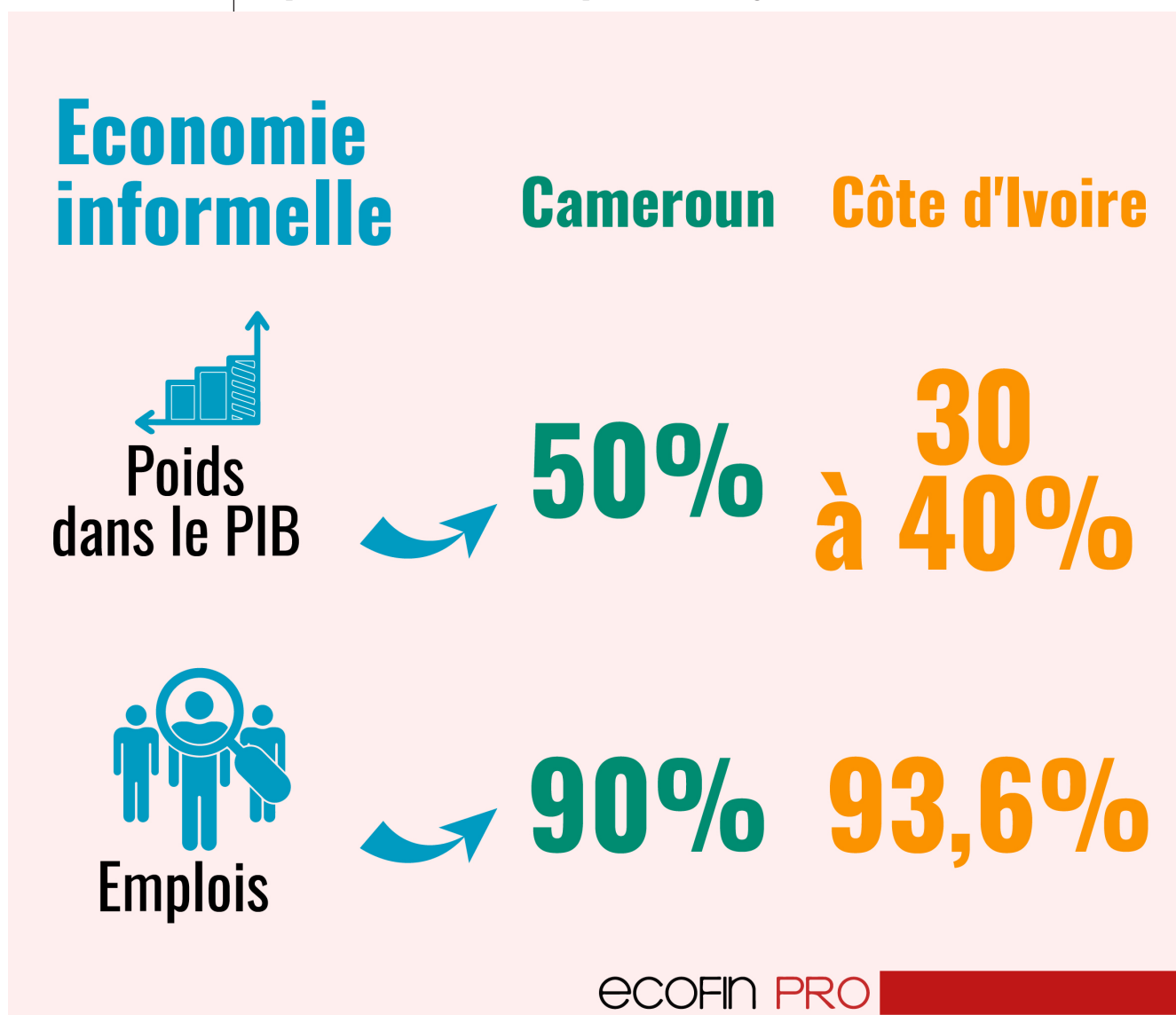
d'après la crise ivoirienne, ce pays d'Afrique de l'Ouest est globalement moins bien classé que le Cameroun. En effet, même si les deux Etats font partie de la catégorie dite des pays à IDH faible, le Cameroun, 150e mondial au classement de l'année 2021, devance la Côte d'Ivoire de neuf places avec son score de 0,576. Le leader économique de l'Uemoa ne pointe qu'à la 159e place sur ce classement, avec un score de 0,550.



Poids de l’informel dans l’économie

Officiellement, le secteur informel contribue à hauteur de 50% au PIB du Cameroun, soit au moins 10% de plus qu’en Côte d’Ivoire, où l’informel ne pèse que 30 à 40% dans le PIB du pays. Mais, sur le volet de l’emploi, 93,6% des emplois en Côte d’Ivoire sont pourvus

par le secteur informel, contre 90% au Cameroun. Les regroupements des entreprises et nombre d’analystes mettent cette domination de l’informel dans l’économie camerounaise sur le compte du « harcèlement fiscal ». Ce terme désigne non seulement le niveau relatif



Les regroupements des entreprises et nombre d'analystes mettent cette domination de l'informel dans l'économie camerounaise sur le compte du « harcèlement fiscal ».

vement élevé des prélèvements opérés par l'administration des impôts, mais aussi les multiples contrôles auxquels doivent se soumettre les entreprises chaque année.

Pendant ce temps, en Côte d'Ivoire, où la fiscalité semble plus propice à l'évolution des entreprises dans le secteur formel, « plus de 60% des mesures prises en matière de fiscalité depuis 2013 ont été des mesures d'allègement et de suppression d'impôts. Nous avons plus de 330 dispositions qui sont des dispositions d'allègement et de suppression d'impôts », avait soutenu M. Sanogo le 30 janvier 2020. Le

En Côte d'Ivoire, en général, la formalité a toujours été la règle, en raison de la forte présence de capitaux étrangers.

ministre ivoirien auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, s'exprimait ainsi au cours de la première édition du « Rendez-vous consulaire de l'entreprise » initié par la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire.

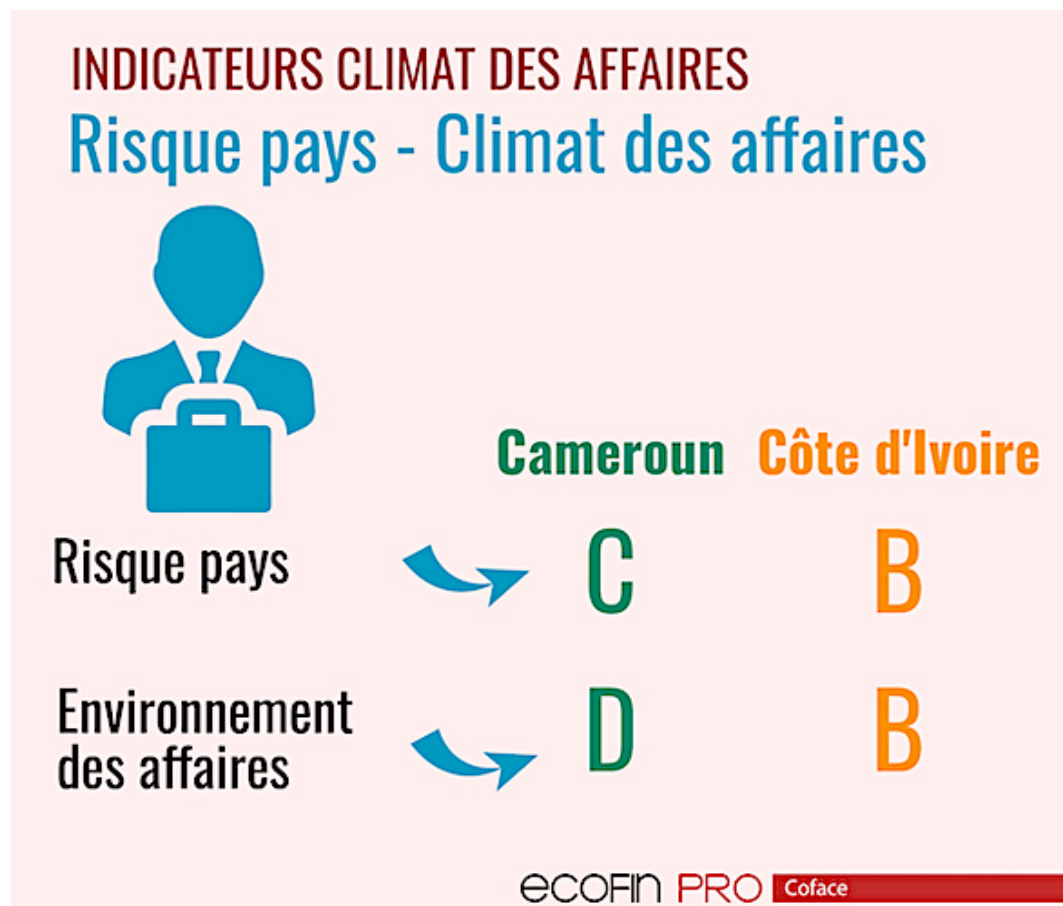
L'une des finalités des secteurs économiques est la création d'emploi décent. Bien que les entreprises soient près de 60% formalisées, elles créent moins d'emplois décents et cela peut se voir avec une plus grande proportion des emplois dans le secteur informel. La formalisation des entreprises ne s'est pas accompagnée d'une plus grande création d'emplois décents. Par ailleurs, cet indicateur qui est fourni en valeur relative, ne renseigne pas sur le nombre absolu des entreprises. Le développement de l'informel a aussi suivi des trajectoires différentes en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Dans le pays de la zone CEMAC, la crise économique des années 90 et les mesures d'ajustement structurels qui s'en sont suivies, avait forcé le gouvernement à réduire les salaires. Dans ce cas, de nombreuses personnes toujours en fonction ou ayant perdu leur emploi, ont créé des activités parallèles pour continuer de générer du revenu et survivre. La tolérance administrative qui s'en est suivie a continué de s'appliquer jusqu'à devenir un usage.

En Côte d'Ivoire, en général, la formalité a toujours été la règle, en raison de la forte présence de capitaux étrangers. L'informel est généralement occupé par des laissés pour compte qui sont contraints d'adopter le système dit de la débrouillardise.

Risque pays et environnement des affaires

Selon la Coface, la Côte d'Ivoire est un pays moins risqué et plus propice aux investissements et au business que le Cameroun. En effet, alors qu'elle attribue la note « B » à la Côte d'Ivoire, aussi bien dans l'évaluation du risque pays que du climat des affaires, cet organisme attribue respectivement les notes « C » et « D » au Cameroun sur les mêmes composantes, soulignant ainsi le caractère relativement austère de l'environnement des affaires dans ce pays.

Pour rappel, la Coface note l'environnement des affaires en évaluant la qualité de la gouvernance privée, c'est-à-dire la transparence financière des entreprises et l'efficacité des tribunaux en matière de règlement des dettes. Tandis que le risque pays, lui, se rapporte au niveau moyen de risque d'impayés présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales.



Classement sur l'Indice de la liberté économique

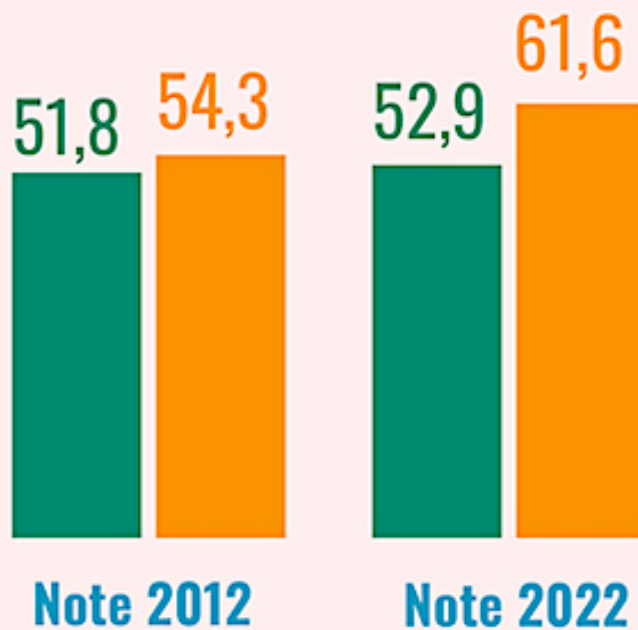
En affichant des notes de 51,8 et 52,9, respectivement en 2012 et 2022, lesquelles correspondent toutes à la catégorie « *plutôt peu libre* », le Cameroun stagne depuis 10 ans sur cet indice fon-

dé par le think-tank américain Heritage Foundation et le Wall Street Journal. A contrario, la Côte d'Ivoire a réalisé des progrès sensibles sur cet indice, passant d'un score de 54,3 en 2012 à 61,6

INDICATEURS CLIMAT DES AFFAIRES Liberté économique



Cameroun
Côte d'Ivoire



en 2022. Ce gain de 7,3 points en 10 ans a permis au pays de changer de catégorie sur cet indice, passant ainsi de la catégorie « *plutôt peu libre* » à celle dite de « *moyennement libre* ».

L'indice de liberté économique, d'inspiration libérale, mesure la liberté économique dans les pays du monde, en s'appuyant sur des critères tels que la protection des droits de propriété, la

taille de l'Etat, la politique budgétaire et monétaire et la lutte contre la corruption. Selon ces critères, chaque pays reçoit une note correspondant à l'une des cinq catégories suivantes : « *libre* » (score de 80 et plus), « *plutôt libre* » (70-79,9), « *moyennement libre* » (60-69,9), « *plutôt peu libre* » (50-59,9) et « *répressive* » (moins de 50).

Classement sur l'indice mondial de la compétitivité

Selon le World Economic Forum, qui publie depuis 2004 l'indice mondial de la compétitivité, l'économie ivoirienne est beaucoup plus compétitive que celle du Cameroun. Dans le dernier

rapport, qui remonte à l'année 2019, la Côte d'Ivoire est classée 18^e économie la plus compétitive en Afrique, à 14 longueurs du Cameroun, classé 32^e sur le continent. A l'échelle mondiale, l'écart

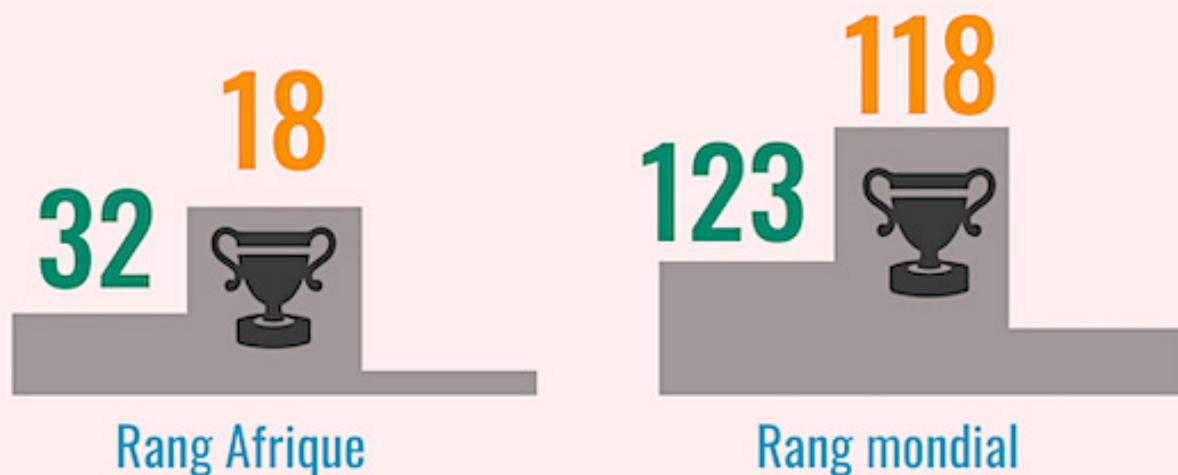


INDICATEURS CLIMAT DES AFFAIRES

Compétitivité



Cameroun Côte d'Ivoire



ecofin PRO World Economic Forum (2019)

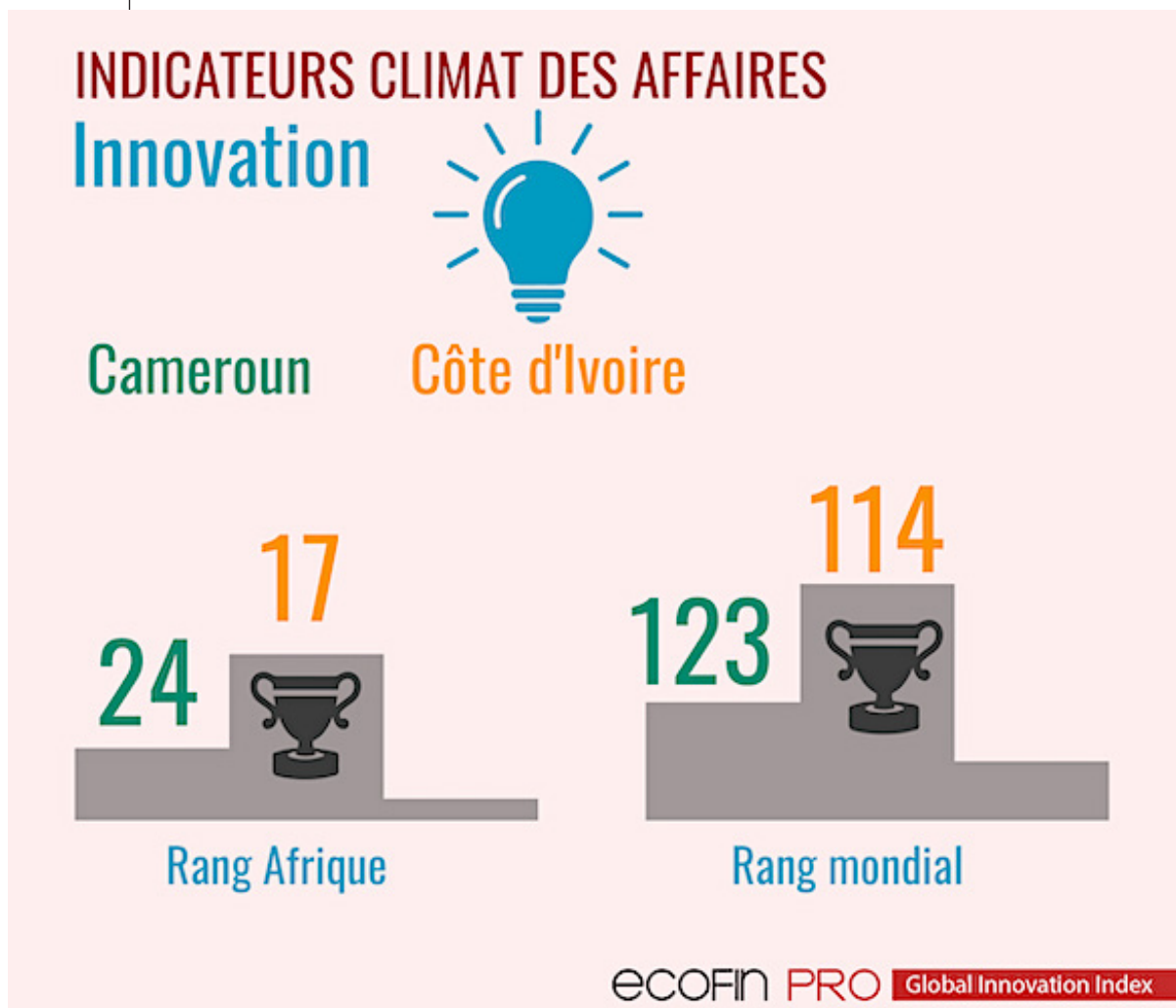
se réduit considérablement entre les deux Etats, le pays d'Afrique de l'Ouest arrivant à la 118e position, devant de cinq places le Cameroun, classé 123e. Pour rappel, l'indice mondial de la compétitivité classe les pays selon 12 indicateurs regroupés en quatre principales catégories : la première catégorie est relative à l'environnement des affaires et regroupe quatre indicateurs : les institutions, les infrastructures, le niveau de digitalisation et la stabi-

lité macroéconomique. La deuxième catégorie concerne le capital humain, et se fonde sur les progrès en matière de santé et le niveau de compétence des populations. La troisième catégorie s'intéresse à la structure économique à travers le niveau de production, le système financier et la taille du marché. Enfin, la quatrième catégorie scrute le dynamisme des entreprises et leur capacité d'innovation.

Classement sur l'indice mondial de l'innovation

Sur le Global Innovation Index, le Cameroun a reculé de six places entre 2012 et 2021 à l'échelle africaine, se classant respectivement à la 18e et la 24e position au cours des deux périodes. Dans le même temps, la Côte d'Ivoire effectuait plutôt un saut qualitatif, quittant la 26e place dans

le classement de 2012 pour la 17e en 2021, ce qui correspond à un gain de neuf places sur une seule décennie. Au classement mondial, la Côte d'Ivoire gagne 20 places entre 2012 et 2021 (du 134e rang au 114e), alors que le Cameroun perd deux places sur la période, passant du 121e au 123e rang.



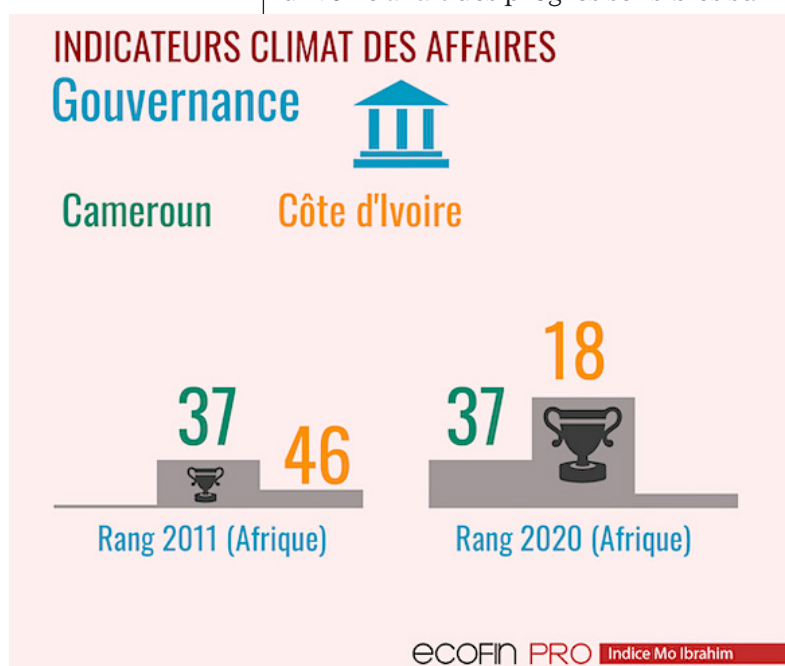
Il est à noter que le Global Innovation Index est publié par l'Université Cornell, l'Institut européen d'administration des affaires (Insead) et l'Organisation internationale de la propriété intellectuelle (OMPI). Cet indice mesure le niveau d'innovation de 132 économies dans le monde, sur la base de 80 indicateurs, parmi lesquels l'environnement politique, le système édu-

catif, les infrastructures et la création de savoirs dans chaque économie. Ces indicateurs sont classés en sept catégories : institutions, capital humain et recherche, infrastructures, perfectionnement des marchés, perfectionnement des entreprises, résultats en matière de connaissances et de technologie, puis produits de la créativité.

Classement sur l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance

A la différence du Cameroun qui a stagné entre 2011 et 2020, en s'arc-boutant à la 37e place en Afrique, la Côte d'Ivoire a fait des progrès sensibles sur

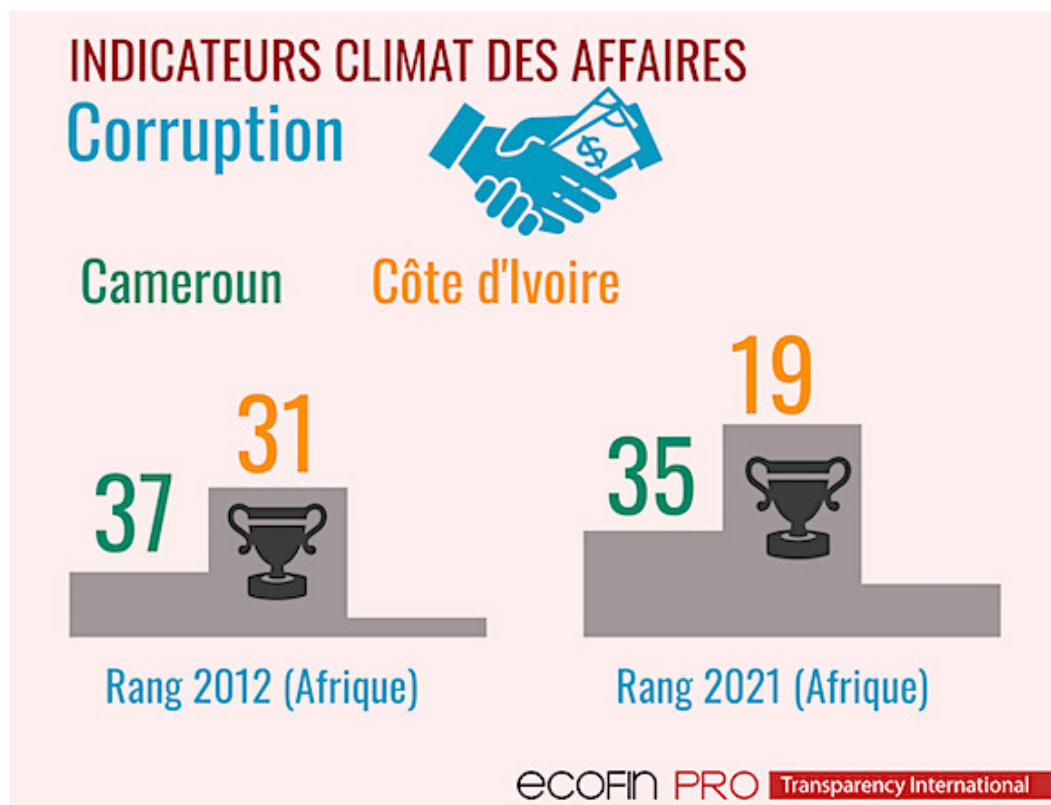
l'indice Ibrahim de la gouvernance depuis la fin de la crise post-électorale de 2010. Classée 18e en 2020, après la 46e place en 2011, la Côte d'Ivoire est avec la Gambie et le Zimbabwe parmi les cinq pays qui ont le plus progressé sur cet indice au cours de la décennie. « La Côte d'Ivoire a fait de bons progrès au cours de la dernière décennie, en termes de développement humain et d'opportunités économiques », a commenté Nathalie Delapalme, la directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim. C'était lors de la sortie du rapport 2020. En rappel, le calcul de l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique s'appuie sur 95 indicateurs regroupés en quatre grandes catégories : sécurité et respect de l'État de droit, participation et droits de l'Homme, développement économique durable et développement humain.



Perception du niveau de corruption

Entre 2012 et 2021, le Cameroun a pratiquement stagné dans le classement de Transparency International, passant de la 37e à la 35e place à l'échelle africaine. Cette réalité traduit la faible efficacité des efforts déployés par les autorités dans le domaine de la lutte contre la corruption depuis les années 1998 et 1999, lorsque le pays avait décroché deux fois de suite le trophée peu glorieux de la nation la plus corrompue au monde. Sur la même période, la Côte d'Ivoire a gagné 12 places, se classant 19e en Afrique en 2021, après avoir pointé à la 31e position en 2012. Cette progression reflète les résultats des divers efforts des autorités en matière

d'amélioration de la gouvernance, de gestion des affaires publiques et de lutte contre la corruption. Elaboré par l'ONG Transparency International, l'indice de perception de la corruption (IPC) classe et note les pays dans le monde selon le niveau de corruption perçue dans le secteur public. L'IPC s'appuie sur des données collectées par 12 organismes internationaux, parmi lesquelles la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou encore le Forum économique mondial. Cet indice évalue les pays sur une échelle de 0 point (perçus comme très corrompus) à 100 points (perçus comme très intègres).

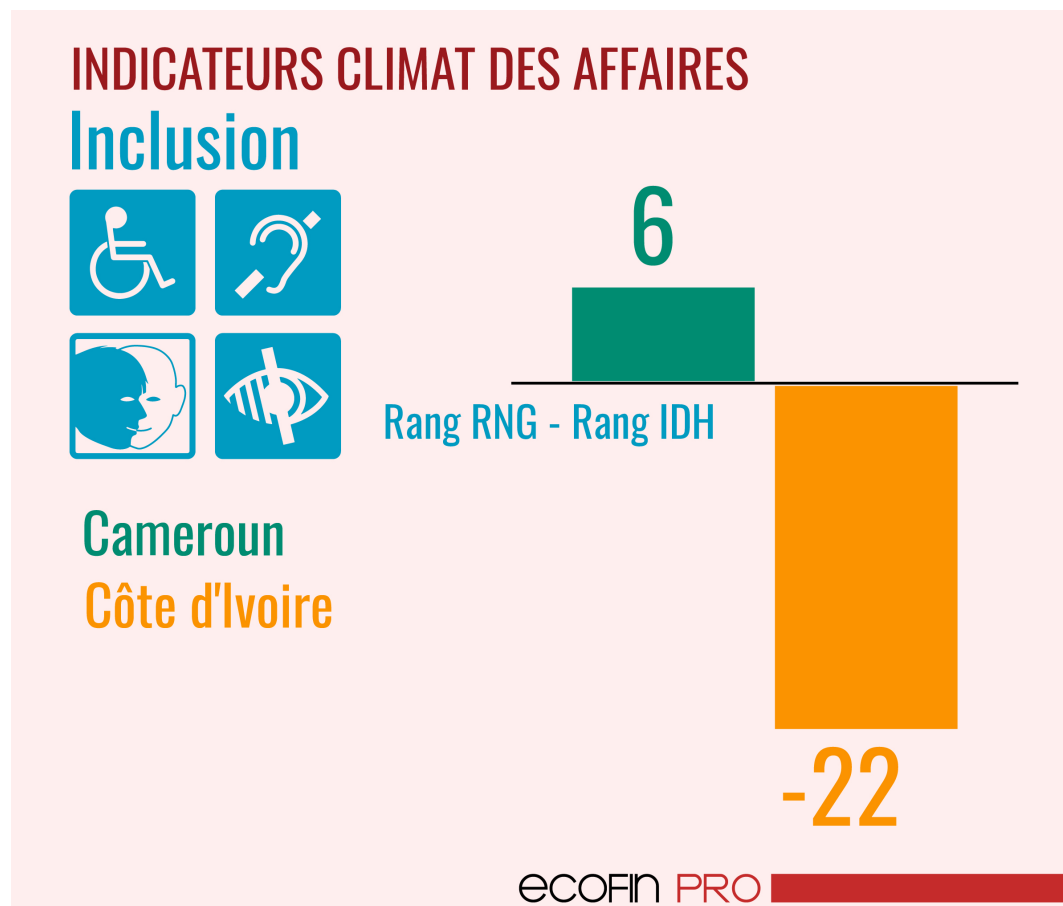


Classement sur l'indice d'inclusion

Selon cet indice, l'économie ivoirienne est plus inégalitaire, en comparaison avec celle du Cameroun, qui est plutôt présentée comme étant inclusive. En effet, alors que le pays de l'Afrique centrale affiche une note de 6 selon les dernières données de l'indice de l'inclusion, le pays de l'Afrique de l'Ouest s'en tire avec une note négative de -22. Cette note sanctionne un niveau de développement humain qui n'est pas à la hauteur du revenu moyen par habitant qu'affiche la Côte d'Ivoire. Elle résulte également d'un développe-

ment inégalitaire sur le plan territorial, conséquence de la concentration des infrastructures, des investissements et emplois dans un nombre très réduit de villes, surtout Abidjan.

L'indice de l'inclusion calcule, pour chaque pays, la différence de classement entre son revenu par habitant (source Banque mondiale) et son niveau de développement humain (source PNUD). Plus le chiffre est positif, plus l'économie est inclusive, plus le chiffre est négatif, plus l'économie est inégalitaire.



ecofin PRO

Agence Ecofin
6, rue du Léman
1201 Genève – Suisse
redaction@ecofinpro.com

Abonnements Ecofin Pro
<https://www.ecofinpro.com/fr/abonnement>
licence@ecofinpro.com